



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-10-16/ 2021-10-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 16 octobre.

Insécurité en Ituri : toujours pas de rentrée scolaire dans plusieurs territoires. Cette situation est notamment vécue dans les chefferies de Walesse Vonkutu, Basili, Banyari Tchabi dans le territoire d'Irumu et Banyari Kilo en territoire de Djugu. Dans cette dernière entité coutumière, certains gestionnaires des écoles déplorent le sabotage des infrastructures scolaires qui ont été incendiées ou saccagées par les belligérants. Les acteurs de la société civile de Banyari Kilo disent avoir répertorié environ 17 écoles incendiées depuis trois mois par ces hors la loi. Plus de 30 élèves sont portés disparus. Outre l'insécurité, les enseignants des écoles conventionnées protestantes et catholiques en Ituri ont déclenché la grève.

Ils réclament notamment la réactivation de plus de 300 enseignants sur la liste de paie, la suppression de la zone salariale et la majoration de leurs salaires avant de reprendre le chemin de l'école.

Journée mondiale du lavage des mains : 30% de la population de Butembo desservie en eau potable (CEPROSSAN). Elle affirme que soixante-dix pour cent de la population de Butembo n'ont pas accès à l'eau potable : Pour l'ONG CEPROSSAN, les conséquences sont néfastes : " Des maladies des mains sales sont nombreuses dans notre milieu, la ville de Butembo, parce que c'est une ville où on n'a pas encore suffisamment d'eau, mais aussi qui est sur un sol marécageux, avec beaucoup de gîtes de microbes tels que les amibes, la fièvre typhoïde et ça c'est un grand problème. Si vous faites des enquêtes au niveau des centres de santé, vous allez constater que deux personnes viennent consulter pour des maladies liées aux mains sales".

Dossier RAM : le Gouvernement s'attèle à donner des réponses appropriées à la population. Le Premier Ministre, Sama Lukonde a reçu le rapport écrit du ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, sur le dossier RAM (Registre des appareils mobiles) ainsi que les recommandations des députés nationaux sur cette question. Le dossier est en préparation, a-t-il affirmé et il sera soumis aux délibérations du prochain Conseil des Ministres, peut-on lire dans le compte rendu de ce conseil des ministres. Les députés de la majorité ont rejeté le 13 octobre à l'Assemblée nationale la motion de défiance contre le ministre des PTNTIC.

La ministre de l'Environnement et développement durable appelée à suspendre tous les contrats forestiers douteux, en attendant le résultat de l'audit, et d'en faire rapport au Gouvernement lors de la prochaine réunion du Conseil des Ministres. Les premières vérifications ont mis en évidence l'illégalité de nombreux contrats dont ceux signés en septembre 2020 qui attribuent, à une seule société, 6 concessions d'une superficie totale de 1.376.375 hectares en violation de la loi. En effet, l'article 92 du code forestier impose une limite maximale de 500.000 hectares par

entreprise. Par ailleurs, à deux semaines de la 26e Conférence des parties (COP26), qui réunit les pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow en Ecosse du 01 au 11 novembre 2021, le Président de la République a rappelé que la RDC possède la deuxième plus grande forêt équatoriale du monde, près de 30 milliards de tonnes de carbone séquestrées dans les tourbières mais également une grande étendue de savane à reboiser.

Désignation des membres de la CENI : l'Assemblée Nationale en plénière ce samedi, pour auditionner le rapport de la commission paritaire ayant examiné les Procès-verbaux de désignations des candidats par différentes composantes pour constituer des membres de la CENI. Cette commission a été présidée par le professeur André Mbata. La plénière s'avère un vrai rapport de force entre les différentes familles politiques. Avec plus de 100 députés, le FCC de Joseph Kabila dénonce l'absence de l'Opposition dans la composition de cette commission dite paritaire, mais aussi le défaut de qualité de son président conformément à l'article 53 du Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale. Lamuka de Martin Fayulu se dit non concerné par cette messe noire de l'Union Sacrée. Le MLC joue à la modération. Pendant ce temps, "Ensemble pour la République" est encore partagé entre la protestation pendant la plénière ou le boycott de celle-ci.

Ituri : 9 officiers des FARDC condamnés pour détournement des fonds alloués aux opérations militaires. Il leur a été reproché d'avoir falsifié des bordereaux d'achats de vivres destinés aux militaires engagés au front. Ainsi, au terme des audiences qui ont duré environ trois semaines, sur les neuf prévenus, cinq ont écopé d'une peine de servitude pénale principale de dix ans, avec restitution des fonds détournés au trésor public et renvoi de l'armée et de la police nationale ; deux autres sont condamnés à douze mois de prison ferme pour faux et usage de faux. Quant aux deux derniers, ils sont acquittés pour insuffisance de preuve.

Journée internationale de la femme rurale : les femmes de Beni appelées à ne pas baisser les bras en dépit de l'insécurité. A l'occasion de cette journée internationale célébrée le 15 octobre, la coordonnatrice du Réseau Femme Citoyenne Engagée de Beni a dit : « Je dis courage à toutes ces femmes et je leur demande de ne pas baisser les bras. Nous excellons dans ce que nous faisons étant femmes rurales. Que tout ce que nous traversons ne nous fragilise pas. Le pays a besoin de nous. Nous demandons au gouvernement que cette femme ne compte qu'à l'instauration de la paix. Nous demandons à la Monusco l'appui à cette femme rurale, à la protection de cette femme, à l'émergence de cette femme »

Kwilu : 163 enfants de moins de 5 ans sont morts du paludisme en septembre 2021 à Gungu. Le médecin chef de cette zone de santé a indiqué, le 15 octobre, que ce taux élevé des décès enregistrés en moins de deux mois est occasionné par l'anémie causée par le paludisme. Il pense que ces décès se sont accentués par la grève des infirmiers du secteur public. En outre, il rassure que la situation est en train d'être maîtrisée car un comité de crise local est installé avec l'appui de la division provinciale de la santé (DPS) pour lutter contre cette situation

Beni : 3 personnes kidnappées et des maisons incendiées lors d'une incursion des ADF à Bashu. Selon le président de la société civile de Bashu, ces hommes armés ont opéré chez un opérateur économique jusqu'à 5 h du matin. Ils y ont incendié tout un bâtiment commercial ainsi que trois autres maisons. Ils ont aussi pris trois otages qu'ils ont emmenés à une destination inconnue, ajoute la même source. Cette situation crée encore la psychose au sein de la population qui pourtant venait de regagner le milieu après l'attaque le week-end dernier de la position des Fardc par des Maï-Maï.

Mort du gorille Mugakura : l'ICCN procède à l'autopsie. Le célèbre gorille Mugaruka, est mort le 15 octobre à l'âge de 34 ans. Il était un gorille solitaire, car il avait une main coupée depuis sa jeunesse, à cause d'un piège des braconniers. Ce handicap, selon toujours l'ICCN, l'a empêché de trouver des femelles pour fonder sa famille. Il aurait fait ainsi, des descendants du célèbre Maheshe, son père. Maheshe dont la célébrité a aussi dépassé les frontières de la RDC, sa photo figurait sur le billet de 50.000 zaires à l'époque du feu président Mobutu, un billet qu'on a baptisé finalement Maheshe.

Jérôme Muntu élu à la tête de l'assemblée provinciale du Kasai-Central. Trente députés provinciaux ont participé au vote des membres du bureau de l'organe délibérant du Kasai-Central. Jérôme Muntu qui a obtenu la présidence est passé avec 17 voix. Il est secondé par Marcel Tshipepele de l'Union pour la nation congolaise (UNC). Il a raflé ce poste avec 22 voix après le désistement de Simon Ntumba. Après installation du nouveau bureau, le nouveau président a appelé les députés provinciaux du Kasai-Central à travailler ensemble pour le développement de la province.

L'Assemblée nationale entérine la désignation des membres de la CENI : Denis Kadima désigné président. La commission paritaire chargée d'examiner les dossiers individuels des candidats a présenté son rapport qui a été adopté par la plénière de l'Assemblée nationale. Ce rapport retient Denis Kadima comme président de la Ceni. La candidature de Denis Kadima a divisé les confessions religieuses. L'église catholique et l'Eglise du Christ au Congo estiment que sa

désignation a été entourée par des actes de corruption. Les six autres confessions religieuses indiquent qu'il était le candidat idéal pour ce poste, à cause de son expertise. Sur les 15 postes qui composent la plénière de la CENI, 12 candidats ont été entérinés et trois postes restent à pourvoir. Si la Cenco et l'ECC n'ont pas approuvé la candidature de Denis Kadima à la présidence de la Ceni, le FCC et Ensemble de Moïse Katumbi n'ont pas délégué leurs candidats à la Ceni. Selon Christophe Mbozo, l'Assemblée nationale s'acquitte ainsi de son obligation. Le Président de la République va signer l'ordonnance d'investiture des membres de la nouvelle Ceni pour qu'ils entrent en fonction.

Félix Tshisekedi obtient un investissement d'un milliard USD comme retombées de sa visite aux Émirats arabes Unis. Le Président de la République a fait part au Conseil des ministres de son récent séjour de travail aux Émirats arabes Unis où il a obtenu un investissement à hauteur d'un milliard USD avec la possibilité d'octroi d'un milliard de dollars supplémentaires. C'est ce qu'indique le compte rendu du Conseil des ministres de vendredi 15 octobre. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a aussi évoqué des accords sur la protection des investissements, la non double imposition, la protection mutuelle des investissements, les tarifs douaniers et une assistance administrative en matière de douane.

Dimanche 17 octobre.

Jean-Paul Mukolo: « Les immunités des parlementaires ne doivent pas être des moyens pour échapper aux poursuites judiciaires ». Pour le procureur général près la Cour constitutionnelle, les immunités et privilèges de juridiction sont perçus comme moyens pour échapper aux poursuites judiciaires, pour des infractions de détournement de deniers publics. L'action du procureur qui doit être exercée en toute légalité afin de contribuer à l'instauration d'un Etat de droit se bute à cette problématique. Pour clôturer l'audience, le président de la Cour a rappelé les compétences constitutionnelles de sa juridiction : juge du contentieux électoral et juge pénal du président de la République et du premier ministre. Incessamment, a-t-il annoncé, elle va juger pour la première fois un ancien Premier ministre.

Kinshasa : signature d'un protocole d'accord du projet de réhabilitation du réseau d'adduction d'eau de Mbuji-Mayi. Ce vaste projet vise « l'amélioration des conditions sanitaires » des populations locales par l'accès durable à l'eau potable. « Sous l'impulsion du président de la République, chef de l'Etat avec l'appui du gouvernement, la Regideso a lancé depuis 2020 un vaste projet de réhabilitation et d'extension du système d'alimentation en eau potable en vue de l'amélioration substantielle des conditions sanitaires de la population par l'accès durable de celle-ci à l'eau potable », a renchérit le directeur général de la Regideso.

Sud-Kivu : des rebelles burundais de la FNL aperçus entre les hauts plateaux et la plaine de la Kiliba. D'après des sources locales à Kiliba, ces rebelles burundais, alliés aux combattants Maï-Maï Nyerere, se rendent coupables de plusieurs « violations des droits de l'homme » à l'endroit des civils. Dans la nuit de jeudi 14 octobre, à Kiliba, ces combattants ont volé des objets de valeur de certains habitants et ont kidnappé un civil et l'ont emmené vers une destination inconnue. Des sources de la société civile affirment que, des motocyclistes, sont tombés dans une embuscade des FNL, sur l'axe Kiliba-ONDS. Ces rebelles ont extorqué de l'argent, des téléphones portables et d'autres objets de valeur aux passagers.

Beni : aucun « enfant » jusque-là, parmi les nouvelles recrues des Fardc (Monusco). « Sur cent vingt-neuf nouvelles recrues des Forces armées de la RDC à Beni, il n'y en a aucun de moins de 18 ans », s'est réjoui, le représentant de la section protection d'enfant de la MONUSCO dans ce territoire du Nord-Kivu. L'officier de protection de l'enfant à la Monusco à Beni précise que, sa mission au camp général Chiko Chitambwe était d'échanger avec le directeur chargé du recrutement pour régler la question d'évaluation de l'âge des nouvelles recrues. La campagne de recrutement au sein des Fardc a commencé à Beni depuis le 8 octobre.

La paix en Ituri passe par « l'intensification de la pression militaire » (Professeur Gilbert Umvir). « Il serait intéressant que, dans les milieux qui ne parviennent pas à adhérer à la paix et qui sont occupés par la CODECO et China ya Kilima, il faut imposer la paix militairement », a-t-il déclaré, vendredi 15 octobre à Bunia. C'était lors d'une conférence scientifique qui a été organisée par le centre des Recherches multidisciplinaire pour le développement à Bunia, sous le thème : « le prix pour la paix en Ituri », le professeur Gilbert Umvir, expert en histoire politique coloniale a recommandé : « la restauration de la paix en Ituri nécessite des opérations militaires de grande envergure afin de soulager les souffrances des populations meurtries par les tensions armées. Comme l'arme ne peut pas tout terminer, il faudra amener la population à dialoguer. Et c'est ce dialogue, qui va consolider la paix. Il faut absolument que le dialogue intercommunautaire, remplace les armes, après. Pour le moment, il faut frapper militairement », a soutenu professeur Umvir. Il ajoute que, les tireurs de ficelles, s'ils sont identifiés devront notamment répondre de leurs actes :

Kasaï-Oriental : arrivée de 80 tonnes d'équipements médicaux, un appui de la Présidence aux structures de santé. C'est ce qui justifie la présence à Mbuji-Mayi d'une forte délégation de la Task force présidentielle. D'après le chef de cette délégation, le but de la mission est d'acheminer près de 80 tonnes de matériels et équipements médicaux, un appui de la Présidence de la République aux structures sanitaires du Kasaï-Oriental.

Butembo : la Monusco offre des vivres à l'orphelinat « Tout est grâce ». Pour la Monusco, ce geste rentre dans le cadre de ses « activités d'assistance aux personnes vulnérables ». Ce don était composé notamment de sacs de riz, de farine de maïs, de haricots, des cartons de savons, de lait, de sucre, de sel ainsi que de bidons d'huile. « Nous sommes là aujourd'hui pour partager un petit instant de bonheur avec nos enfants, ces enfants en difficulté », a expliqué le chef secteur intérimaire et chef des opérations UNPOL de Butembo.

Bandundu : la mairie encourage les femmes à l'agriculture et l'élevage pour réduire la malnutrition. Le taux de la malnutrition s'élève à plus de 45% dans la province de Kwilu. En vue de réduire la malnutrition le maire adjoint de Bandundu, a sensibilisé les femmes à se donner à l'agriculture. Il a encouragé chaque famille à pratiquer l'élevage des volailles. Il appelle aussi les femmes à solliciter toujours l'appui de la mairie, qui est « disposée à les accompagner », afin qu'elles deviennent plus efficaces dans leurs productions agricoles

Kisangani : libération de 23 prisonniers graciés par le président de la République. Après l'appel nominal de tous les bénéficiaires et la remise de leurs billets de sortie, le gouverneur de province intérimaire de la Tshopo les a exhortés au changement de comportement. Sept autres bénéficiaires de la grâce présidentielle restent encore en prison pour certaines formalités administratives.

Kinshasa : lancement de la vulgarisation de la politique de l'aménagement du territoire. Ce programme vise la « gestion harmonieuse de l'espace physique de la RDC et particulièrement de la ville province de Kinshasa, ainsi que la lutte contre une occupation déficitaire du territoire nationale ». Selon le ministre de l'Aménagement du territoire, outre l'appropriation des résultats de la réforme de l'aménagement du territoire, la campagne ouverte le samedi tient à répondre aux attentes de la population en rapport avec « l'affectation, l'occupation et l'utilisation des espaces, des ressources naturelles du sol et du sous-sol ainsi que le développement durable », gage d'une gestion harmonieuse des espaces. Il s'agit d'un territoire qui assure le « bien-être » de sa population dans un environnement « intégré et durable ».

Insuffisance d'anesthésistes dans la province de l'Ituri (Corporation). La province de l'Ituri compte seulement 25 anesthésistes sur une population de plus de 4 millions d'habitants. A l'occasion de la journée mondiale des anesthésistes célébrée le 16 octobre, le président provincial de cette corporation a déploré cette insuffisance de spécialistes dans ce domaine, qui entraîne « l'augmentation des cas de mortalité dans plusieurs structures sanitaires ». Il plaide auprès du gouvernement de définir une « politique nationale », pour encourager les étudiants à embrasser cette filière.

Abbé Donatien N'shole sur l'entérinement des membres de la Ceni : « Félix Tshisekedi a encore l'occasion de se rendre crédible ». L'Abbé N'shole réagissait à l'entérinement des animateurs de la Commission électorale nationale indépendante samedi 16 octobre par l'Assemblée nationale. « J'ai du mal à croire que ce qui s'est passé au Parlement, serait les instructions qu'il a données au Bureau [de l'Assemblée nationale]. Ça va se savoir. Si c'est ça, alors ça devient grave et on aurait à faire à un comité central du temps de Mobutu. On se rend bien compte qu'on fait un pas en arrière et c'est triste. Si on regarde le passé, on se souviendra qu'une bonne partie de ces députés n'ont pas été votés mais ont été fabriqués par le laboratoire de la Ceni. C'est à cela qu'on voudrait nous amener ? » s'interroge le secrétaire de la Cenco.

LAMUKA dénonce le débauchage et le clientélisme dans l'entérinement des membres de la Ceni. « Nous n'aurons pas à faire à une Commission indépendante, et nous ne pouvons pas accepter de continuer avec une Ceni hautement politisée pour bâcler les élections de 2023. Je soutiens le combat pour la dépolitisation de la Ceni », a indiqué M. Mohindo.

Le député de l'UNC Crispin Mbindule estime que le processus de la désignation à l'entérinement a été régulier et a même bénéficié de l'avis favorable de la cours Constitutionnelle. « L'opinion est témoin qu'il n'y a pas un membre représentant l'opposition. Le poste de deuxième vice-président et celui de questeur au sein du Bureau de la Ceni sont restés vides. Ensemble n'a pas officiellement délégué ses membres pour le représenter au sein de ce bureau [de la CENI]. Car, nous avons dénoncé dès le départ les irrégularités constatées », a rappelé le député Ensemble, membre de l'Union sacrée.

Ituri : plus de 5 000 personnes ont abandonné leurs maisons après des affrontements entre l'armée et les miliciens. La tension est perceptible depuis plus de deux semaines dans plusieurs localités du secteur de Walendu Djatsi dans le territoire de Djugu. Des détonations d'armes se font entendre presque chaque jour. Dimanche 17 octobre tôt le

matin vers 4 h, la localité de Doraki a été attaquée par des hommes armés. Plus de dix villages sont quasi-déserts et plusieurs personnes portées disparues. L'armée est à pied d'œuvre pour écarter la menace de l'ennemi.

Lundi 18 octobre.

Ebola à Beni : le chef de la sous division de l'EPST appelle à ne pas céder à la panique. « Nous ne voulons pas de panique. Il faut tout simplement qu'on agisse comme on avait fait la fois passée parce que, au niveau des écoles, il n'y avait pas eu de cas. Alors, nous allons continuer dans le même élan », a indiqué le responsable de la sous division de l'EPST Beni. Il s'inquiète cependant du mauvais état dans lequel se trouvent les kits de lavage des mains, car ayant servi pendant plus d'une année. Il a aussi plaidé pour un appui en kits hygiéniques en milieux scolaires.

Recycler les déchets plastiques pour assainir Kinshasa. "Ici à Clean Plast, on collecte, on traite, on recycle tous les types de déchets plastiques de Kinshasa, avec pour objectif l'assainissement de la ville", résume directeur gérant de cette société créée en 2018. Implantée dans le quartier populaire et déshérité de Kingabwa, Clean Plast emploie une centaine de personnes et son usine de recyclage de plastique ne tourne encore qu'"à 20% de sa capacité", d'après son directeur technique. En partenariat avec la mairie de Kinshasa, la société a installé 15 sites de collecte de déchets plastiques dans la ville où environ 10 tonnes sont collectées quotidiennement. L'objectif est de mettre sur pied au moins deux sites dans chacune des 24 communes de la capitale et récolter 4.000 tonnes de déchets par mois, indique M. Bamanisa. A Kinshasa, des initiatives privées sont prises notamment par des organisations de protection de l'environnement sans pour autant venir à bout du phénomène.

Kibumba : affrontements entre les armées de la RDC et du Rwanda. Des tirs nourris ont été entendus, lundi 18 octobre dans la matinée, au groupement de Buhumba, dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). L'armée congolaise « confirme l'incursion des éléments de RDF (Rwanda Defence Force) sur le sol congolais. Et ces éléments ont occupé six villages. Ils sont arrivés jusqu'à 200 mètres de la route nationale », a déclaré le porte-parole de l'opération Sukola 2. Après l'arrivée des renforts des militaires congolais, ceux du Rwanda ont repoussé chemin. Il s'agit bel et bien de RDF.

Nord-Kivu : 7 morts lors d'un affrontement entre les Fardc et des miliciens à Kitakandi. Six miliciens et un militaire Fardc ont été tués dans une attaque contre une position de l'armée dans la nuit de dimanche à lundi 18 octobre à Kitakandi, dans la commune Bulengera. Ce quartier est situé à la limite Est de Beni avec la chefferie de Bashu (Nord-Kivu).

Naufrage à Bumba : les sinistrés reçoivent l'aide financière du gouvernement. Entre les 15 et 16 octobre, chaque rescapé du naufrage officiellement recensé a reçu, du vice-premier ministre de la Fonction publique, une somme de 125\$. Puis la somme de 250\$ a été remise à chaque famille des victimes. L'embarcation de neuf pirogues, qui avait coulé sur le fleuve à 24 km en amont de Bumba, transportait environ trois-cents passagers et des marchandises. 70 personnes ont été tuées et 70 autres ont échappées à la noyade. Il y a une centaine de passagers portés disparus. Vice-premier ministre de la Fonction publique a également remis huit motos, quatre grandes pirogues équipées de moteurs hors-bords et des gilets de sauvetage au commissariat fluvial, la Direction générale de migration et à la Force navale. Ces engins, vont faciliter la mobilité qui faisait défaut, en vue d'interdire la « navigation nocturne des embarcations de fortune », sur le fleuve

Exploitation minière dans les parcs : 200 ONG s'adressent à Félix Tshisekedi. Dans un plaidoyer signé par près de deux cents ONG congolaises soutenues par la société civile internationale, toutes disent être témoins, de manière croissante, d'actions illégales visant à prélever des ressources naturelles au sein des aires protégées du pays. Elles accusent certaines sociétés minières, souvent étrangères, qui travaillent en connivence avec certains membres de l'administration congolaise. Elles déplorent l'exploitation de l'or par des groupes armés, avec la complicité de certains membres des peuples autochtones au sein du parc national de Kahuzi Biega, site du patrimoine mondial de l'Unesco. L'exploitation minière illégale par les entreprises étrangères et nationales dans la Réserve naturelle d'Itombwe dans le territoire de Mwenga est aussi évoquée dans ce document. A cela s'ajoutent la création controversée des blocs pétroliers au sein du Parc national des Virunga, patrimoine mondial de l'Unesco et le projet controversé d'érection du barrage hydroélectrique au sein du parc national de l'Upemba. Les signataires de ce mémorandum disent être persuadés que la préservation des aires protégées contribuera à soutenir le développement socio-économique durable et inclusif.

Ituri : le vice-gouverneur appelle les miliciens de la Codeco à déposer les armes. Le vice-gouverneur de l'Ituri, a fait cet appel cours de sa visite d'inspection samedi dans le territoire de Djugu et plus précisément en secteur de Walendu Pitsi, considéré comme le fief de ce groupe armé. Selon lui, ces miliciens qui sont les fils du milieu doivent prendre conscience de conséquences de la guerre qui a longtemps duré. Il les a exhortés à ne pas se laisser manipuler pour détruire leur entité et l'avenir de leurs enfants. « Les guerres, les tueries ne font pas développer un pays. »

Lubero : 4 morts lors d'une pluie à Miriki. Un acteur de la société civile dans la région, avance un bilan de six personnes tuées par la foudre, trois à Miriki, deux à Mihobwe et une autre qui a succombé à ses blessures près de Kayina. Hormis ces dégâts humains, il affirme que deux maisons ont été touchées par le feu et plus de dix chèvres mortes par la même foudre à Miriki. Plus de cinq hectares de champs ont également été inondés à Kataro et du matériel électrique d'une paroisse endommagés à Kayina.

Bukavu : la table ronde sur « Madini na Amani » plaide pour la bonne gouvernance minière. Les experts du secteur minier souhaitent voir les richesses minières de l'Est de la RDC, « profiter au peuple congolais et non, à une poignée d'individus ». Ils se sont exprimés ainsi, à l'issue d'une table ronde intitulée "Madini na Amani", (les minerais et la paix), qui s'est tenue du 13 au 16 octobre à Bukavu au Sud-Kivu. S'appuyant sur les statistiques de 2016 à 2020, les experts ont démontré que le Sud-Kivu a produit « 11 000 tonnes de cassitérite, 2123 tonnes de coltan et 727 000 tonnes de wolframite ». Au regard de ces statistiques, les participants ont conclu que, « si les dirigeants font du secteur minier un levier de développement, beaucoup de problèmes socio-économiques seront résolus ». Deux autres tables rondes sur la gouvernance minière sont prévues à Goma et à Kinshasa grâce au financement de l'USAID et des Pays-Bas.

Remaniement du gouvernement du Kasai : 2 femmes nommées. Le gouverneur de la province du Kasai a remanié dimanche 17 octobre son gouvernement à travers un arrêté portant nomination des ministres provinciaux. Dans cette équipe de dix ministres provinciaux, l'on retrouve deux femmes et quelques anciens reconduits à leurs postes.

Beni : les enseignants initient une pétition pour la démission du ministre Tony Mwaba. Les enseignants des écoles publiques de Beni au Nord-Kivu ont lancé depuis le dimanche 17 octobre, la collecte des signatures pour exiger la « démission » du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST). Cette décision a été prise au cours d'une assemblée évaluative de leur grève. Selon le secrétaire permanent de Syndicat national des enseignants des écoles conventionnées catholiques (SYNECAT)/Beni, au cours de leur rencontre, il a été décidé le durcissement de leur grève déclenchée depuis le 4 octobre. Il n'y aura pas de rentrée scolaire dans les écoles publiques de la sous division de l'Enseignement primaire, secondaire et technique à Beni, tant que leurs revendications ne seront pas tenues en compte.

Le député Mangwengwe appelle les Etats amis de la RDC à se joindre aux efforts de pacification de l'Est. « Sept ans d'anniversaire, sept ans de massacre, nous comptons beaucoup sur la bonne volonté du chef de l'Etat et nous sollicitons la solidarité du monde entier. Le monde est devenu un village planétaire. Nous, habitants de la région de Beni, posons toujours la question de savoir si Beni appartient aussi à ce village. Comment pouvons-nous être massacrés pendant autant d'années et que le monde entier ferme les yeux. Ça fait sept ans qu'ils sont en train de nous massacrer. Le bilan est très lourd. Il existe même des familles où les parents et les enfants sont massacrés, ça fait sept ans que notre économie est détruite par les ADF, des maisons, des véhicules brûlés, les champs sont devenus inaccessibles, les élevages dévastés, les routes insécurisées, ... la vie devient de plus en plus compliquée à Beni », regrette le député national M. Mangwengwe.

Kinshasa : manifestation des parents pour réclamer la reprise des cours. Ils sont partis aujourd'hui exprimer leur colère et leur mécontentement devant le ministère de l'EPST dans la commune de la Gombe. Trois semaines après la rentrée scolaire, aucun professeur ne veut entrer dans la salle de classe pour donner cours. Ces parents demandent au gouvernement de les laisser prendre en charge les enseignants comme avant pour que leurs enfants étudient normalement, car, indiquent-ils, la gratuité ne réussit pas. Ces parents étaient accompagnés de quelques élèves. Ces élèves disent être fatigués de venir tous les jours à l'école sans étudier. Ils demandent aux autorités de l'EPST de répondre aux préoccupations des enseignants. A cet effet, le ministre a initié rapidement une descente sur 6 écoles catholiques pour demander aux enseignants de reprendre la craie. Selon lui, le syndicat des enseignants des écoles catholiques lui a notifié une suspension de grève. Ce que les enseignants n'ont pas confirmé. Ces derniers réclament à la démission du ministre.

Mardi 19 octobre.

Nord-Kivu : la société civile de Nyiragongo dénonce la nouvelle incursion de l'armée rwandaise. « La situation reste tendue dans le territoire de Nyiragongo à la suite de l'incursion de l'armée rwandaise, précisément à Kitotoma, au niveau de Kasisvi, Kabuhanga. Ces militaires rwandais étaient armés, ils sont entrés avec des tirs à l'arme légère et automatique, ce qui a conduit au déplacement rapide de la population. Cette population a pris le chemin de Rutshuru, d'autres ont pris la direction de Goma », a rapporté président de la société civile de Nyiragongo. L'ambassadeur du Rwanda en RDC, minimise les faits. Il parle d'un fait mineur et rejette les allégations d'occupation et de pillages.

Chérubin Okende annonce la création d'une nouvelle compagnie aérienne : Air Congo. «Il est question de tout mettre en œuvre pour que ce projet soit réalisé dans les meilleurs délais », a expliqué ministre des Transports, voies de communication et de désenclavement. Selon lui des responsables d'Ethiopian Airlines doivent au moins 7 avions à la RDC dans le cadre d'une joint-venture. L'acquisition prochaine de ces aéronefs est le fruit d'un protocole d'accord signé en septembre 2021 à Addis-Abeba entre la partie congolaise et la compagnie Éthiopienne. Mais il ne dit rien à propos de Congo Airways dont l'Etat est actionnaire.

Pr Bob Kabamba : « Pour avoir un bon processus électoral, il faut un consensus pour qu'il y ait une légitimité ». Bob Kabamba, professeur à l'Université de Liège en Belgique et analyste politique, redoute une série de contestations : « Pour avoir un bon processus, il faut absolument un consensus pour qu'il y ait une espèce de légitimité par rapport à tout le cheminement qui doit être fait jusqu'à l'acte final, qui est celui de déposer le bulletin dans l'urne et d'avoir les résultats provisoires et définitifs. Or, ce processus a besoin de crédibilité. S'il n'y a pas de crédibilité, on risque d'avoir des contestations. Si on commence les contestations bien avant que le processus ne soit engagé, ça serait mal parti pour 2023». Il en appelle aussi à la sagesse du chef de l'Etat, parce qu'il estime que « le processus est mal embaqué » : « J'ose croire le Président de la République, en tant que garant de bon fonctionnement des institutions, prendra la bonne décision, qui est celle de chercher à avoir le consensus autour des animateurs de la Ceni ».

Ebola : trois nouveaux cas confirmés dont un décès au Nord-Kivu, portant le total à cinq cas et trois décès confirmés au cours des dix derniers jours, a indiqué lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon l'Agence sanitaire mondiale de l'ONU, 369 contacts identifiés et 308 contacts sont suivis par les services sanitaires congolais. Les équipes conjointes, OMS et congolaises, décontaminent les formations sanitaires, ménages, lieux publics et lieux spécifiques autour des cas confirmés, probables ou suspects. Plus largement, « l'OMS soutient la RDC en fournissant les médicaments spécifiques pour le traitement des patients et du matériel pour le labo », a également tweeté le Bureau de l'OMS en RDC. La vaccination pour cette 13^e épidémie d'Ebola a commencé le 13 octobre Pour endiguer la propagation du virus, l'objectif est de vacciner les personnes à risque, les contacts des cas confirmés et les premiers intervenants.

La loi foncière au centre de la rentrée judiciaire de la Cour de cassation. En présence du Président de la République, le premier président de cette haute juridiction a déploré la problématique de la résiliation du contrat de location d'une concession foncière par décision unilatérale du conservateur des titres immobiliers. A cet effet il a interpellé le juge sur l'application stricte de la loi. L'application pure et simple de la loi dans le règlement des conflits fonciers est la seule fonction du juge. Parlant de la répression des infractions flagrantes en droit congolais, il propose la relecture du code pénal pour rendre certaines infractions imprescriptibles à cause de leur conséquence sur les finances publiques.

Est de la RDC : l'insécurité et les difficultés de transport empêchent la distribution des médicaments (Astrames) Un des responsables de l'ASBL Astrames l'a déclaré le 18 octobre à Goma lors du lancement d'une mini-table ronde qui réunit pour quatre jours dans cette ville les responsables des centrales de distribution régionales des médicaments de douze provinces de l'Est de la RDC. Le vice-gouverneur du Nord-Kivu, qui a ouvert les travaux de cette mini-table ronde, a promis l'appui du gouvernement provincial afin de rendre accessibles et disponibles les médicaments de qualité à toute la population, comme le veut la politique nationale de la RDC dans ce domaine.

Nord-Kivu : une structure catholique invite le PDDRC-S à assurer « un encadrement permanent » des ex-combattants. Le responsable des projets des œuvres de Don Bosco dans l'Est de la RDC a recommandé le 16 octobre aux nouveaux animateurs du programme de Désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation (PDDRC-S) de mettre un accent sur la sensibilisation, l'encadrement permanent des jeunes, mais aussi l'appropriation du processus par la communauté afin de relever les défis de la démobilisation et la pacification. Pour le chargé des projets des œuvres de Don Bosco, Pascal Bauma qui assure déjà la formation professionnelle d'au moins 75 jeunes ex-combattants, la démobilisation et l'encadrement de ces jeunes constituent un travail délicat et requiert beaucoup d'effort et d'engagement de tous. Selon lui, même si les jeunes sont formés et dotés de kits, s'ils ne reçoivent pas un bon accompagnement, ces derniers risquent de rentrer à la case départ.

Mbuji-Mayi : le prix du litre d'essence passe de 1,75 à 2,15 USD. Le directeur provincial de la Fédération des Entreprises du Congo, évoque la note circulaire du ministre des Hydrocarbures : "La SNCC ne transporte pas les produits pétroliers à la suite de la mesure du ministre national interdisant le transport des produits pétroliers dans des fûts et bidons. La zone du Kasai pour le moment n'était pas concernée". Les camions citernes habiletés à assurer le transport de carburant de Mwene-Ditu à Mbuji-Mayi, sont moins nombreux.

Sud-Kivu : l'ambassadrice de bonne volonté des Nations unies en séjourne à Bukavu. La conseillère spéciale du Programme alimentaire mondial (PAM) pour la santé de la mère, de l'enfant et de la nutrition, Sarah Zeid, a indiqué

lundi 18 octobre à Bukavu que la malnutrition n'était pas le seul apanage du PAM. Outre l'hôpital de Panzi, le PAM fournit aussi une ration alimentaire aux survivantes des violences sexuelles hébergées à la maison Dorcas de la Fondation Panzi. C'est un lieu de transit où ces victimes apprennent un métier en vue de les préparer à se réinsérer dans la vie. Mais une prise en charge holistique réussie de ces femmes vulnérables va de pair avec la sécurité alimentaire. L'agence onusienne veut élargir cet appui en y intégrant des activités de résilience.

Uvira : l'Intersyndical de l'EPST décide de poursuivre la grève. Plus de 200 prestataires de l'Enseignement primaire, secondaire et technique parmi lesquels des représentants des écoles publiques, les réseaux de syndicats Syeco et Synecat ont décidé le 18 octobre de poursuivre la grève déclenchée dans les écoles publiques d'Uvira, depuis le 4 octobre, jour de la rentrée scolaire 2021-2022. Le président provincial Sud-Kivu 2 de l'Association nationale des parents d'élèves et étudiants du Congo, a déploré la poursuite cette grève des enseignants et lance ainsi un appel au gouvernement, qu'il invite à se pencher sur cette question : « Aujourd'hui, c'est la troisième semaine depuis que les enfants sont dans la rue, depuis que la grève a commencé. Nous demandons au Président de la République qu'il s'assume avec son gouvernement et qu'endéans trois jours, qu'on trouve solution et que d'ici là nous voyions nos enfants reprendre le chemin de l'école ».

Retour de la paix dans l'Est de la RDC: la DYFEGOU mobilise les femmes de l'Ituri et Nord-Kivu. « Nous avons déjà un plan d'action avec les femmes de l'Ituri. Et nous voudrions que ce plan d'action soit intégré, c'est-à-dire que ça soit un plan d'action des femmes de l'Ituri et du Nord-Kivu. C'est dans le cadre de matérialiser la résolution 1325. Nous voudrions vraiment que la participation de la femme à la recherche de la paix soit vraiment une réalité », a indiqué la coordonnatrice de la Dynamique des Femmes pour la bonne gouvernance.

Nord-Kivu: les confessions religieuses veulent renforcer la cohésion sociale. L'évêque principal de la synergie interconfessionnelle au Nord-Kivu, précise que l'objectif est d'accompagner les efforts du gouvernement afin d'améliorer la protection des femmes et des enfants en situation d'urgence dans les zones affectés par les conflits armés, en cette période de l'état de siège. Il estime qu'en prêchant la parole de Dieu, les choses peuvent changer : « Sur le terrain, notre arme, c'est la parole de Dieu c'est-à-dire nous allons utiliser la parole de Dieu. Même si elle a disparu pendant un siècle, avec l'aide de Dieu, cette paix reviendra ».

Un véhicule se noie à Mitwaba avec 50 passagers. Le 17 octobre dans le territoire de Mitwaba, dans la province du Haut-Katanga, un camion transportant des marchandises et une cinquantaine des passagers s'est renversé dans la rivière Kalumengongo. Il se trouve à près de 100 mètres de profondeur. Jusqu'à présent, par manque de moyens, les recherches des rescapés n'ont pas encore commencé. D'autres sources indiquent que dans cet accident il y a eu un seul rescapé.

Mahagi : le village Pangenge déserté après une attaque de la milice Codeco. Ces miliciens ont pénétré dans le village de Pangenge, dans la chefferie de Djukot peu avant midi. Leur présence a plongé la population dans la panique. Certains ont quitté le milieu pour se réfugier à Nyekese, un village proche. D'autres ont pris la direction du centre commercial de Ndrele, laissant tous leurs biens, indique David Mokili, un activiste des droits de l'homme dans la région. Ils ont blessé à la machette un habitant, brûlé plusieurs maisons et emporté quatre motos et des produits champêtres de la population.

Tanganyika : paralysie des activités commerciales à Kalemie. Les commerçants ont décrété une grève pour dénoncer la multiplicité des taxes jugées illégales. Selon eux, la mairie leur impose des taxes d'étalage, et la province demande aussi d'autres frais. « Il y a des taxes de l'Energie, de la Culture et arts et d'autres dont on ne connaît pas l'origine. Nous avons interpellons le gouvernement. Nous sommes fatigués. Les commerçants paient les frais de laboratoire de l'ECC, mais il n'y a pas de laboratoire. On leur fait aussi payer des frais de l'hygiène aux frontières sur les ciments gris ». **Tanganyika : la FEC appelle les commerçants à lever la grève.** Après une paralysie des activités mardi 19 octobre matin, le président provincial de la Fédération des entreprises du Congo à Kalemie demande à tous les opérateurs économiques, grossistes et détaillants, de reprendre du service. Parmi les avancées, il explique que la province a décidé de surseoir à certaines taxes, dont celle de l'hygiène aux frontières.

Beni : les femmes protestantes sensibilisées contre la COVID-19 et Ebola. Initiée par le Collectif des associations féminines pour le développement (CAFED), cette sensibilisation visait à outiller ces femmes afin qu'elles transmettent des messages clés dans leurs communautés respectives sur les dangers sanitaires qui surgissent dans la région.

Haut-Lomami: un jeune homme happé par un hippopotame à Malemba Nkulu. La victime accompagnée de son collègue tentait de tirer le filet jeté sur le lac Kabamba. Ayant constaté que le filet bloquait, ces pêcheurs ont cru qu'il était coincé. Vite l'un d'eux a pris la pirogue pour aller s'en rendre compte. Une fois arrivé, il a remarqué la présence d'un hippopotame. Ne pouvant pas s'enfuir, ce pêcheur de 16 ans a été happé et tué sur place.

Sama Lukonde : « La République n'accordera aucun pardon aux magistrats qui auront facilité la corruption ». Il faut évaluer la lutte contre la corruption à travers son cadre juridique, relever les défis et trouver des pistes de solution. C'est ainsi que l'apport des magistrats est très attendu pour améliorer le climat des affaires, ajoute Sama Lukonde. Le but des états généraux de lutte contre la corruption est de poser le diagnostic de ce fléau et se projeter pour un meilleur avenir.

Félix Tshisekedi fait un plaidoyer en faveur des droits des albinos afin d'en finir avec toute forme de discrimination. Le Président de la République l'a annoncé à l'ouverture des travaux du premier colloque panafricain de sensibilisation à l'albinisme, du 19 au 20 octobre avec la participation de la Monusco. Durant ces deux jours, les participants font un état des lieux de la situation des personnes atteintes d'albinisme et prendront des mesures urgentes pour combattre toutes les formes des discriminations dont ces personnes sont victimes.

Jean-Pierre La Croix en visite en RDC pour réitérer l'engagement des Nations-Unies à relever les défis sécuritaires. Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix est arrivé ce mardi 19 octobre à Kinshasa. Il affirme qu'il vient réitérer l'engagement des Nations-Unies à travailler avec les autorités et le peuple congolais pour relever les défis sécuritaires auxquels est confrontée la RDC dans sa partie Est.

Mercredi 20 octobre.

Incursion de l'armée rwandaise en RDC : le ministre de la Défense convoquée à l'Assemblée nationale. Le député national Jackson Ausse a déposé mardi 19 octobre une question d'actualité adressée au ministre de la Défense nationale. Il dit vouloir plus d'informations du gouvernement sur cette présence momentanée des soldats rwandais sur le sol congolais. « Ils sont venus d'où ? Ils sont venus faire quoi et quel est le bilan ? Quelles sont les mesures prises désormais pour que pareilles initiatives ne puissent pas se reproduire ? ». Il estime que ce qui s'est passé est non seulement inacceptable mais aussi humiliant pour la RDC et nécessite une mesure de réciprocité. **Retour au calme à Buhumba :** Au moins 6 des 7 villages qui se sont vidés lundi de leurs habitants à la suite de cette incursion, sont déjà repeuplés. Ces habitants voudraient voir la RDC déployer une position permanente des militaires congolais pour assurer la sécurité de la frontière dans cette partie où de telles incursions des soldats rwandais sur le sol congolais sont presque régulières.

Kwilu : la route nationale 1 menacée de coupure entre Masimanimba et Yama. Selon l'administrateur du territoire de Masimanimba, il ne reste que deux ou trois pluies pour que la route nationale numéro 1 qui relie la province du Kwilu et celle du Kasai, en passant par la ville de Kikwit soit complètement coupée. Il alerte les autorités à ce sujet, indiquant que cette situation rend très difficile le passage des gros véhicules et a déjà occasionné plusieurs accidents.

Sud-Kivu : Moïse Nyarugabo dénonce une série d'attaques menées par des Mai-Mai. Cinq cents villages brûlés, des milliers des personnes tuées, d'autres prises en otage et 48.000 têtes de vache emportées de 2017 à 2021 ; tel est le bilan dressé par Moïse Nyarugabo devant la presse. Pour lui, la brigade des Fardc détachée à Biboko Boko a été rappelée sans qu'elle ne soit remplacée, à quelques jours de ces attaques. L'élus d'Uvira dénonce la complicité dans ce « nettoyage ethnique » entre les autorités, l'armée et les groupes Mai-Mai Yakutumba, Biloze Bishambuke, Toronto et autres.

Ituri : un mort lors d'une attaque des présumés ADF à Makumo. Le bilan d'une attaque, perpétrée dans la nuit de lundi à mardi 19 octobre par des présumés éléments des ADF dans la localité de Makumo, territoire de Mambasa (Ituri) fait état d'un mort, deux blessés à l'arme blanche et deux personnes kidnappées. Makumo et des localités environnantes se vident de leurs habitants. Le calme est revenu mais cela ne rassure pas la population qui continue à quitter la région.

La NSCC demande à Félix Tshisekedi de nommer les nouveaux animateurs de la CENI. « Ne pas le faire c'est retarder les élections et aller vers le glissement », a affirmé le coordonnateur national de la Nouvelle société civile congolaise. Il estime qu'il est difficile actuellement avec la méfiance entre les acteurs et surtout les confessions religieuses de penser revenir en arrière pour trouver un nouveau consensus.

Nord-Kivu : 4 militaires Fardc écroués pour meurtres et ventes d'armes. Ils ont été condamnés mardi 19 octobre à Goma (Nord-Kivu) à des peines allant de cinq ans à l'emprisonnement à perpétuité, pour des meurtres, des violations de consignes, des ventes et détention illégales d'armes et effets militaires.

Lancement de la 3ème phase des patrouilles conjointes RDC-Ouganda sur le lac Edouard. Elle est menée sur l'initiative du Projet de gestion intégrée des pêcheries et des ressources en eaux des lacs Edouard et Albert (LEAF II). Cette phase bénéficie aussi d'un financement de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Selon le secrétaire exécutif de la Fédération des pêcheurs individuels du Lac Edouard, la force navale coordonne ces

patrouilles du côté congolais, alors que la marine ougandaise fait de même sur ses eaux territoriales, tout en échangeant les informations. L'objectif, selon lui, est de protéger les écosystèmes et d'assainir le lac Edouard.

Kinshasa: Jean-Pierre Lacroix et les représentants de communautés Hutu et Nande échangent sur la paix au Nord-Kivu. L'implication de toutes les communautés du Nord-Kivu est indispensable dans la recherche de la paix dans cette province. Cette problématique était au centre d'une séance de travail mercredi 20 octobre au quartier général de la Monusco à Kinshasa, entre le secrétaire général adjoint en charge des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix et les représentants des communautés Nande et Hutu de la contrée. Au sortir de leurs échanges, le président de la communauté Nande de Kinshasa a indiqué que l'implication des communautés locales était capitale pour que tout le monde participe à l'avènement de la paix. Le président de la communauté Hutu a ajouté que le processus dans lequel leurs communautés s'engagent ira dans la durée et nécessitera, par conséquent, l'accompagnement de la Monusco et des Nations unies ainsi que celui de l'Etat congolais.

Ituri: une attaque des ADF fait 5 morts à Ndaliya. Cinq personnes sont mortes et plusieurs maisons incendiées lors d'une nouvelle attaque attribuée aux rebelles des ADF dans la nuit de mardi à mercredi 20 octobre au village de Kabrike situé à une dizaine de kms du centre de Ndalya, dans la chefferie de Walesse Vonkutu, au sud du territoire d'Irumu (Ituri).

Bunia : 3 personnes fusillées au centre-ville. Trois personnes ont été lâchement abattues la nuit de mardi à mercredi 20 octobre, au quartier Hoho dans la commune de Mbutia, à Bunia (Ituri) par un homme armé non identifié.

Butembo : 2 positions militaires attaquées par des Maï-Maï. Les deux attaques ont été simultanément. Des Maï-Maï, identifiés comme fidèles au leader milicien Baraka, ont lancé une attaque contre la position militaire de Kisalala, située à une dizaine de kms de Butembo. Les militaires ont vite réagi à l'attaque et repoussé ces miliciens. Un autre groupe de Maï-Maï a tenté d'attaquer la position militaire se trouvant à Wayene, un quartier de Butembo. Les Fardc ont réagi aux tirs des ennemis, qui étaient repoussés avant de concrétiser leur plan. Aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée.

Neuf morts lors d'un déraillement d'un train à Kanzenze, tous des passagers clandestins. Les travaux se poursuivent pour relever les wagons et voire s'il y a des corps en dessous et libérer aussi la voie pour le trafic ferroviaire. Le train accidenté, transportait des minerais à destination de Lobito en Angola.

Kongo-Central : pénurie d'eau à Lukala depuis 3 mois. La cité de Lukala dans le territoire de Mbanza Ngungu (Kongo-Central) connaît une pénurie d'eau depuis qu'un de deux forages qui alimentent le coin est en panne depuis juillet dernier. Des travaux de forage s'effectuent à Kinshasa. Ce n'est qu'après avoir exécuté ces travaux que l'équipe de dépannage des forages descendra à Lukala.

Ceni : Moïse Katumbi demande à Félix Tshisekedi de « rejeter la liste entérinée à l'Assemblée nationale » Moïse Katumbi demande à Felix Tshisekedi d'imposer aux responsables de l'Union sacrée le respect des textes, « afin de ne pas y laisser prospérer les antivaleurs, notamment la corruption, le débauchage, l'achat des consciences, contre lesquelles vous avez engagé une lutte sans merci. » L'Assemblée nationale a entériné la liste de nouveaux membres de la Ceni, samedi 16 octobre. Une controverse est née de cette action de la chambre basse, parmi les acteurs tant politiques que de la société civile. Paul Tshilumbu, député national et porte-parole de l'UDPS soutient que c'est en toute responsabilité que les députés nationaux ont procédé à l'entérinement de nouveaux membres de la CENI. Il a ajouté que le processus ayant abouti à cet entérinement a été régulier. Il souhaite que le chef de l'Etat signe les ordonnances nommant ces nouveaux animateurs. Ce point de vue n'est pas partagé par Gèneviève Inagosi, députée nationale du FCC. Elle estime plutôt que cet entérinement n'est qu'un passage en force, une barbarie institutionnelle où tout s'est passé en toute irrégularité et en toute illégalité. Elle pense qu'il n'y a que le président de la République qui peut aider la RDC à sortir de cette « situation chaotique ». **Accompagner Félix Tshisekedi.** « Dans le souci d'éviter au pays un nouveau chaos électoral, nous avons proposé un arsenal de dispositions visant à crédibiliser la CENI en mettant l'accent sur la désignation du président de la Ceni par consensus sur le ou les candidats proposés par les confessions religieuses. Alors que nous nous approchons des prochaines échéances électorales, les mêmes méthodes dénoncées hier pour imposer à la tête de la Ceni un homme politique controversé ont repris. La Contestation a gagné les institutions. J'en appelle à votre sagesse afin de ne pas jeter le pays dans de nouveaux déchirements aux conséquences funestes pour l'ensemble du peuple congolais », écrit-il.

Sud-Kivu : près de 7 000 déplacés internes recensés à Baraka et ses environs. Selon le maire de la ville, qui livre cette information, ces déplacés vivent dans des conditions déplorables. Le bureau de coordination des affaires humanitaire (Ocha) qui a été informé de cette situation a promis une intervention humanitaire en faveur des déplacés et des familles d'accueil. Jusqu'au 19 octobre, plusieurs vagues de déplacés continuaient à arriver à Baraka en provenance des moyens plateaux, fuyant des éventuelles représailles des groupes armés.

Ouverture d'une table ronde sur la mise en place d'un fonds de réparation en faveur des victimes des violences sexuelles. Cette rencontre est organisée sous la houlette de la Fondation Denise Nyakeru Tshisekedi. Hormis le fonds national, la table ronde entend aboutir à une politique nationale de réparation au bénéfice des victimes. D'où la présence à la cérémonie du chef de l'Etat et du Premier ministre de qui les participants attendent un suivi dans l'exécution des recommandations. Cette table ronde devra définir les pistes et supports nécessaires qui permettront la création de ce fonds national de réparation.

Jeudi 21 octobre.

Le plan de retrait de la Monusco est lié aux « progrès dans la situation sécuritaire » (Jean-Pierre Lacroix). Jean-Pierre Lacroix a donné cet éclairage sur la mise en œuvre du plan de transition retenu de commun accord avec le gouvernement congolais : « On parle souvent du départ programmé, d'un plan de départ de la Monusco. Il n'y a absolument pas de plan qui aurait prédéterminé inéluctablement le départ de la Monusco dans trois, quatre ou cinq ans, parce que ça sera un calendrier artificiel qui serait détaché de l'évolution des conditions dans le pays. C'est que ce plan contient c'est un certain nombre d'objectifs qui sont prioritaires et qui sont liés notamment à des progrès dans la situation sécuritaire, des progrès dans le retour de l'État là où il n'est pas encore assez présent ou là où il est absent et d'autres critères importants » Il a fait notamment allusion aux droits humains, à la promotion de la place de la femme également; bref « toute une série d'objectifs qui feraient que si ces objectifs étaient atteints les conditions seraient réunies pour que la Monusco graduellement s'en aille et cède la place à une forme différente de soutien des Nations unies, une forme plus classique de soutien de la part des partenaires internationaux ». Selon Jean-Pierre Lacroix, la RDC et la Monusco travaillent actuellement ensemble sur ces objectifs, qui sont vitaux au regard de l'objectif central, qui est la promotion de la paix, de la stabilité de l'ancrage démocratique en République démocratique du Congo.

Martin Fayulu : « Félix Tshisekedi s'organise pour soit tricher, soit glisser ». Le secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, s'est entretenu mercredi 19 octobre à Kinshasa avec les leaders de l'opposition congolaise sur l'insécurité dans l'est et le processus électoral en RDC. A cette occasion, le chef de la délégation de la plateforme Lamuka, Martin Fayulu, a dénoncé les manœuvres du Président Félix Tshisekedi qui viserait, selon lui, à tricher aux prochaines élections ou à prolonger son mandat constitutionnel. Raymond Tshibanda, qui conduisait la délégation du Front commun pour le Congo (FCC), a renchéri dans le même sens : « Tout le monde sait que le processus est biaisé. On est en train d'installer une commission électorale nationale qui, de toute évidence, est conçue pour être au service d'un camp politique contre les autres. Cela est inacceptable ! Donc, il est important que le consensus, qui est indispensable pour créer les conditions de bonnes élections, puisse être recherché maintenant. »

Le 2e forum national sur la vaccination et l'éradication de la polio s'ouvre ce jeudi. Selon le rapport MICS 2017-2018, seulement 35% des enfants de 12 à 23 mois étaient entièrement vaccinés en RDC, 45% incomplètement et 20% n'avaient reçu aucun vaccin. Le Programme élargi de vaccination (PEV) révélait que la cause majeure de cette situation était la faible disponibilité des vaccins à travers le pays, due au retard dans leur financement. Aujourd'hui encore, la couverture vaccinale universelle en RDC ainsi que son financement demeurent les principaux enjeux de la vaccination.

Ituri : 81 miliciens tués et 63 autres capturés en 3 semaines, au cours des opérations militaires lancées contre la coalition de milices Codeco et FPIC vers Lipri, Ngongo, Petsi, Ritsi à environ 20 kms de Bunia. Les combats se déroulent également vers les localités de Bambu et Kilo à plus de 40 kms de Bunia. Plus de cinq villages qui étaient occupés par ces inciviques sont désormais sous le contrôle des Fardc, qui continuent à traquer ces groupes armés. Ces miliciens se sont retranchés au village de Nyangaray à 26 kms après leur défaite dans ces entités.

La « Déclaration de Kinshasa » sur l'albinisme traduit la volonté de promotion des droits humains (Pr Ngokwey Ndolamb). Au cours de ces deux jours des travaux, il était question de faire un état des lieux général sur la situation des personnes atteintes d'albinisme. La fin de ce colloque est sanctionnée par l'élaboration d'un document appelé « Déclaration de Kinshasa », réunissant toutes les mesures prises et recommandations pour mettre fin aux traitements que subissent les personnes atteintes d'albinisme. Ce premier rassemblement africain sur l'albinisme a été organisé par le panel chargé d'accompagner le mandat de la République démocratique du Congo à la présidence de l'Union africaine.

Procès Chebeya/Bazana : le colonel Mukalayi dévoile la "malice" du général John Numbi. Il a témoigné avoir été au courant de la planification depuis longtemps de l'assassinat de Chebeya et l'argent était déjà sorti pour cela. Tout en rejetant sa participation à ce double crime, Daniel Mukalayi traite le général John Numbi d'un "malicieux", qui a voulu lui faire porter le chapeau en contrepartie de l'argent qu'il aurait refusé. Accusé d'avoir entretenu un cimetière dans sa parcelle, où serait enterré Bazana, le général Zelwa Djadjidja ne reconnaît rien. "Faux", rétorquent les parties civiles.

Nord-Kivu : 18 civils tués par des hommes armés à Kalembo, un village du secteur de Rwenzori, dans le territoire de Beni. Les assaillants ont également incendié quatre maisons et emporté plusieurs autres habitants, avant de piller leurs biens, notamment des bêtes de la basse-cour. Le village Kalembo se vide de sa population depuis ce matin.

Nord-Kivu: 5 600 déplacés exposés aux maladies dans un site à Masisi, où elles vivent dans des abris de fortune dans la précarité. L'alerte a été donnée par une mission de plusieurs acteurs humanitaires conduite par Ocha. Ce site présente de nombreux besoins en termes d'approvisionnement en eau et hygiène, accès aux soins et services de santé, accès à la nourriture ainsi qu'aux infrastructures scolaires. Pour l'heure, ces déplacés n'ont reçu aucune assistance humanitaire.

Nord-Kivu : les combattants du CMC/Nyatura sèment la terreur à Bwisha. C'est depuis le mois dernier, que les combattants de ce groupe armé ont accru leur activisme dans plusieurs villages et localités des groupements de Busanza, Bukoma ainsi que dans le groupement de Binza. Ces rebelles imposent des taxes illégales de 5 USD aux agriculteurs pour accéder à leurs espaces champêtres. Ils font également payer une somme de 2000 FC par habitant pour leur restauration. L'ONG locale 'Badilika' affirme aussi que les cas de pillages des produits agricoles et du bétail sont commis par ces combattants dans les villages de Butimbo, Butaro, Shinda, Kaseke. L'ONG plaide pour les opérations militaires de grande envergure dans cette partie du territoire de Rutshuru, où ces abus restent le lot quotidien d'une population longtemps meurtrie par les guerres à répétition.

« Le gouvernement n'arrive pas à créer une classe moyenne en RDC parce que l'économie est entre les mains des étrangers » (Députés). Pour les députés, la loi de 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé est régulièrement violée par les investisseurs étrangers sous la protection des autorités congolaises. Dans son exposé des motifs, l'auteur de la question orale avec débat dénonce l'organisation de la sous-traitance par les étrangers en violation des dispositions pertinentes de la loi et ce, en dépit de l'existence de l'Autorité de régulation de la sous-traitance.

Le ministre Eustache Muhanzi sollicite à cet effet, 48 h pour revenir répondre à toutes les préoccupations des députés.

Mambasa : des maisons incendiées lors d'une attaque des Mai-Mai à Mahu. Une vingtaine d'hommes armés se sont introduits dans cette petite localité en tirant des coups de feu. Ils se sont ensuite dirigés vers le campement des Fardc où des policiers sont également installés. Ils ont un échange de tirs avec les Fardc. Ils ont mis le feu à quelques maisons de fortune des militaires. Grâce à l'intervention de l'armée ces rebelles n'ont pas pu commettre davantage de dégâts.

Maniema : la société minière TSM signe un accord avec la communauté Babuyu. Dans ce cahier des charges, il y a la construction des cinq écoles dans différents villages, la construction des infrastructures de santé, la construction de deux marchés, la construction du bureau de secteur et l'achat des dix motos tout terrain pour les chefs coutumiers ainsi que l'ouverture de la route Kako vers Lwama, long de 15 km, et l'adduction d'eau dans trois villages de groupement de Benyabemba, où cette entreprise exploite de l'or. La société TSM SARL a promis de respecter ce cahier des charges.

Kinshasa : 33 ONG demandent au Procureur près la Cour Constitutionnelle de boucler l'affaire Bukanga Lonzo. Le collectif de 33 ONG de droits de l'homme et mouvements citoyens invitent le Procureur général près la Cour constitutionnelle à ne plus entretenir le silence sur certains noms impliqués dans le dossier du parc agroindustriel de Bukanga Lonzo. Le dossier judiciaire ouvert contre l'ex-Premier ministre Matata Ponyo au Parquet près la Cour Constitutionnelle est plus politique que judiciaire. « Comment se fait-il qu'il y a eu des participants qui ont participé dans le projet Bukanga Lonzo entre autres, la sénatrice Yda, qui était à l'époque DG de cette structure, Yav Mulang, l'ancien ministre des finances qui a eu à financer le projet Bukangalonzo à peu près de 70% il n'a jamais été inquiété au contraire, Monsieur Kitebi à financer à près de 30%, mais aujourd'hui il est devant la justice, il est devant le procureur pour devoir justifier ». Par ailleurs, ces ONG et mouvements citoyens invitent donc le procureur près la Cour Constitutionnelle à se dessaisir automatiquement du dossier qui, selon ces ONG, ressemble à un règlement de compte politique.

Manifestations des élèves de Beni et Kinshasa pour la reprise des cours. A Beni, les élèves ont organisé une marche ce jeudi. L'objectif de cette marche consistait à rappeler leur message de mardi dernier. Lors de cette dernière marche, ils avaient promis passer à la grande vitesse si rien n'est fait dans l'immédiat. Les élèves de certaines écoles publiques ont aussi manifesté ce même jeudi au Palais du peuple à Kinshasa. Ils demandaient l'implication du Parlement pour que la grève des enseignants cesse et que les cours reprennent dans toutes les écoles prises en charge par le trésor public dans le cadre de la gratuité de l'enseignement de base.

Bunia : le PAM offre des vivres à 15 000 déplacés du site de Kigonze. Cependant, des milliers d'autres déplacés sont en situation difficile dans les territoires de Djugu et d'Irumu à cause de l'insécurité qui rend la zone inaccessible aux

humanitaires. Les défis sont énormes dans cette province qui compte 1,3 million de déplacés, a affirmé la chargée des opérations adjointes du Programme alimentaire mondial en RDC.

Vendredi 22 octobre.

Jean-Pierre Lacroix est arrivé à Kalemie. Après des honneurs reçus sur place, le secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations s'est rendu au quartier général de la Monusco où il a échangé avec le personnel de la Mission, qui devra fermer ses portes au plus tard le 30 juin 2022. Il a réconforté tout le personnel et leur a remercié pour le service rendu à l'ONU. Son programme un briefing sur la situation sécuritaire et humanitaire du Tanganyika ainsi la mise en œuvre du processus de transition. Un compte-rendu qui lui sera fait par le chef de bureau de Kalemie.

Manifestations des élèves : le ministre de l'EPST dénonce une manipulation. « De la manipulation ! », a réagi jeudi 21 octobre le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Tony Mwaba, à la marche organisée la veille par des élèves des écoles publiques à Kinshasa et Beni (Nord-Kivu) pour réclamer la reprise des cours. Selon lui, les instigateurs de ces manifestations n'ont qu'un seul objectif : saboter la gratuité de l'enseignement ! Il a affirmé qu'à sa connaissance, à ce jour, « aucun syndicat des enseignants n'a décrété la grève de manière légale et officielle ».

Mai-Ndombe: les écoles de Kwamouth se trouvent dans un état déplorable. Seuls 10 % des écoles publiques sont bien construites et équipées dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe). Tandis que toutes les autres fonctionnent dans des conditions déplorable car elles manquent de bâtiments et équipements nécessaires, a rapporté le 21 octobre le député provincial David Bisaka. Le ministre provincial de l'EPST, Ambroise Nkele, a réagi : « Vous savez que la situation des écoles en difficulté semble être générale sur toute l'étendue de la République. Mais on se démène quand même. Le territoire est vaste avec beaucoup d'écoles. On ne peut pas tout faire en cinq ans, avec trop de difficultés. Mais on prend ça en considération ». Il appelle les responsables de ces établissements scolaires ainsi que la population à la patience.

Le camion accidenté à Mitwaba toujours sous l'eau avec ses passagers. Le camion s'est renversé dans la rivière. Il transportait une cinquantaine de passagers et des marchandises. Seules deux personnes ont survécu dans ce drame. Cinq jours après l'accident, trois corps ont été repêchés et enterrés. L'administrateur du territoire renseigne que trois autres corps flottent encore sur la rivière Kalume Ngongo. Le gouvernement provincial, a promis d'envoyer les moyens nécessaires pour permettre la poursuite des recherches. Des sources locales signalent déjà la présence des quelques membres des familles des victimes en provenance du territoire de Manono d'où était parti le camion.

Beni : des déplacés arrivent en masse à Cantine. Les personnes déplacées, à la suite de l'insécurité à Makumo, continuent à arriver en masse ces derniers jours dans la partie sud-ouest du groupement Baswagha-Madiwe, aux centres commerciaux de Cantine et Aloya, à une trentaine de kms de Beni. Ces déplacés, qui fuient l'insécurité dans leur région, sont dans des familles d'accueil. D'autres se trouvent dans l'ancien camp des déplacés non loin de Cantine.

Butembo : la société civile de Bapere sollicite un déploiement des forces de sécurité face aux attaques des Mai-Mai.

Des groupes Mai-Mai profitent de cette absence pour mener des incursions. Le 19 octobre, des combattants Mai-Mai Mangaribi, ont attaqué le carré minier dénommé « Lata Bien », dans le groupement Bapaitumba, à la limite avec le territoire de Mambasa en Ituri. Le coordonnateur de la Nouvelle société civile du Congo à Bapere informe qu'un homme a été tué par ces assaillants pour avoir refusé de leur céder sa femme. La même source souligne qu'il s'en est suivi un pillage systématique des maisons. Plusieurs personnes ont été amenées en brousse par ces combattants pour transporter leur butin. Six parmi ces civils ont pu regagner leur milieu le jeudi 20 octobre, pendant que d'autres restent en captivité.

Ituri : des affrontements entre les Fardc et la milice Codeco à Djugu. Des sources locales affirment que des tirs nourris à l'arme lourde ont réveillé de leur sommeil, les habitants des quatre villages, dont Malabo, Lewe, ainsi qu'à la colline d'Iga Barrière sur la route nationale numéro 27 (RN27), dans le territoire de Djugu. Selon ces sources, des combats se déroulent dans cette région entre les Fardc et les miliciens de la Codeco à la suite d'une l'incursion de ces derniers dans le groupement Malabo. Au cours de cette attaque, une position de l'armée dans un village proche de Lewe a été saccagée et un militaire aurait été tué par ces assaillants, et plusieurs maisons incendiées.

Ituri : 5 corps des ex-otages des ADF découverts à Mambasa. Il s'agit des corps de personnes qui avaient été prises en otage le 18 octobre par des rebelles des ADF au village de Makumo dans cette entité coutumière. Le coordonnateur de l'organisation Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH) assure que la fouille se poursuit en vue de retrouver d'autres victimes de cette attaque des rebelles ADF. Ces derniers avaient ouvert le feu sur une position des

Fardc à Makumo, mardi dernier, avant de progresser au cœur du village pour commettre des exactions contre la population. Le bilan de cette attaque était d'un mort, de trois blessés et de plusieurs personnes enlevées par ces rebelles.

Des coupeurs de route sèment la terreur sur l'axe Kinshasa –Matadi. Ces derniers sont très actifs sur la nationale numéro 1 à la hauteur de la cité de Lukala dans le territoire de Mbanza-Ngungu et celle de Kimpese dans celui de Songololo. Cet axe est toujours le théâtre de ces actes de barbarie sans qu'aucune disposition ne soit prise.

Kinshasa : la partie Kalev dénonce les absences de Jean-Claude Muyambo au procès. Me Clément Thitembo a déploré les absences répétées de la partie adverse : « Nous constatons que depuis le tribunal de grande instance, les Muyambo et autres ne viennent plus aux audiences. Qu'est-ce que cela signifie ? » Il explique qu'ils vont de dilatoire en dilatoire, étant donné que son client avait décidé de passer à l'offensive pour dénonciation calomnieuse et association des malfaiteurs. En revanche, la partie Jean-Claude Muyambo, présentée par le Me Djo Kabangu, dit n'avoir pas séché les audiences et n'avoir pas été préalablement notifiée de l'audience du 15 octobre. Elle avance une autre raison relative aux vacances judiciaires à travers les cours et tribunaux pour justifier cette absence. L'affaire est prise en délibérée et sera prononcée dans la huitaine, « et ça peut prendre même au temps de temps possible, nous sommes en RDC ».

Pas de mouvement de grève des enseignants dans le Mai-Ndombe (Ministre provincial). Contrairement aux autres provinces de la RDC, où les enseignants du secteur public sont en grève depuis le début de la rentrée scolaire en cours, les enseignants du Mai-Ndombe, malgré les conditions difficiles dans lesquelles ils travaillent, n'ont décrété aucun mouvement de grève partiel. Le ministre provincial de l'EPST indique que le souci est de voir les enfants de cette province étudier et ne pas être en retard par rapport au calendrier scolaire.

Félix Tshisekedi nomme Denis Kadima à la tête de la Ceni. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo motive sa décision par le fait que « malgré le manque de consensus, une majorité claire s'est dégagée au profit d'un candidat conformément à la charte de la plateforme des confessions religieuses ». Il a estimé que contrairement au processus de désignation de Ronsard Malonda en juillet 2020, celle de Denis Kadima a été « régulière » et son entérinement inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, « ce qui n'était pas le cas en 2020 », juge le Président de la République, qui s'en réjouit. Par ailleurs, le chef de l'Etat félicite le président de l'Assemblée nationale pour avoir donné plusieurs occasions aux chefs religieux afin de désigner les nouveaux animateurs de la Ceni. Il exhorte les nouveaux membres du bureau de la Ceni à « œuvrer pour des élections libres, transparentes et dans le délai ». Il invite les organisations nationales et la communauté internationale à accompagner la RDC dans ce processus.

Ebola à Beni : la population résiste à la vaccination. Dans une déclaration faite le 22 octobre l'équipe de riposte, appelle les habitants de Beni à se faire vacciner avec le nouveau vaccin qui est une expertise des Congolais, afin de couper la chaîne de contamination et se protéger. Selon le coordonnateur de la riposte dans la région de Beni, le nouveau vaccin « Ebanga » est une fierté congolaise, car c'est un vaccin mis en place par Dr Muyembe et son équipe de recherche de l'Institut national de recherches biomédicales (INRB). Trois nouveaux cas de maladie à virus Ebola, dont un décès, ont été confirmés lundi 18 octobre par les autorités sanitaires congolaises, portant le total à cinq cas et trois décès confirmés au cours des dix derniers jours, dans la province du Nord-Kivu, a indiqué lundi l'OMS.

Samedi 23 octobre.

Tanganyika : le retrait de la MONUSCO est prématuré, estime la société civile. Selon le président de la société civile du Congo la Mission onusienne devrait encore être présente dans la province. Se retirer dans les 6 prochains mois paraît « prématurés », et les problèmes du Tanganyika semblent ne pas encore avoir trouvé toutes les solutions, surtout le dossier sécuritaire. Pour la présidente du réseau des femmes du Tanganyika, le départ de la Monusco risque d'accentuer les violences sur les femmes et jeunes filles. **Dieudonné Kamona : « Le conflit a cédé la place à la paix dans le Tanganyika »** « La province du Tanganyika a connu de sérieux problèmes à cause des conflits communautaires. A la date d'aujourd'hui, le conflit a cédé sa place à la paix, et cette paix, c'est grâce à l'appui de la communauté internationale, à l'ONU », a reconnu le gouverneur intérimaire, à l'issue de l'échange qu'il a eu avec la délégation de l'ONU conduite par Jean-Pierre Lacroix. Pour lui, l'ennemi commun du Tanganyika à ce jour est la pauvreté : « Par rapport à cette pauvreté, nous demandons aussi l'accompagnement de la communauté internationale. » Quant à la de l'opportunité ou pas du départ de la Monusco, Dieudonné Kamona affirme que cette question relève du gouvernement central.

« Il est hors de question que la gratuité repose sur l'exploitation des enseignants » (Abbé Nshole). Le secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo fait savoir que « la gratuité est un droit constitutionnel. Elle est donc irréversible et non négociable ». Mais, elle n'est possible que si les réformes nécessaires se mettent en place et que les moyens financiers les accompagnent. « Il est hors de question que la gratuité repose sur l'exploitation des enseignants. Le gouvernement doit urgemment se pencher sur les questions soulevées », par les enseignants grévistes, a-t-il martelé.

Ituri : 16 morts lors de récentes attaques armées (Société civile). La coordination de la société civile locale dresse un bilan d'au moins seize morts et de nombreuses personnes blessées ou enlevées ainsi que des dégâts matériels en l'espace d'une semaine. Ces exactions ont été commises notamment dans les localités de Ndalya, de Kabrike, vers Lopa, où des combats se déroulent depuis ce vendredi matin, et à Bunia, où trois personnes ont été tuées vers Hoho.

Le gouvernement décide de supprimer la taxe RAM pour tous les téléphones 2G, qui, selon lui, concerne 75% des abonnés. Par contre, le gouvernement a maintenu la paie de cette taxe pour tous les autres types de téléphones, notamment, ceux de troisième et quatrième génération (3G, 4G).

Lubero : 15 otages des Mai-Mai Mangaribi libérés par les Fardc, qui ont pourchassé ces miliciens jusque dans la chefferie de Babila Babombi, en territoire de Mambasa en Ituri voisine. Ces ex otages ont regagné le village dans la soirée, avec certains biens pillés par ces miliciens, dont ils auraient été des transporteurs. Ces personnes ont été victimes des actes de torture perpétrés par ces miliciens.

Diplomatie-RDC : Félix Tshisekedi nomme des nouveaux ambassadeurs à l'étranger. Il s'agit de : Christian Ndongala Nkuku, ambassadeur au Royaume de Belgique ; Gilbert Mabina, ambassadeur en la Côte d'Ivoire ; Isabelle Tshombe, ambassadrice en France ; François Balumuene, ambassadeur en Chine ; Marie Ndjeka ambassadrice aux Emirats arabes unis et Nzongola Talaja, nommé représentant permanent de la RDC auprès de l'ONU.

La première édition du salon International du design mobilier et textile se tient à Kinshasa. Le Ministre d'État et ministre de l'Entrepreneuriat et des Petites et Moyennes Entreprises a salué l'initiative et rassuré les organisateurs du soutien du gouvernement. Initié par Tankila Studio, ce salon se tient du 21 au 31 octobre à l'Académie des beaux-arts et à l'Institut français – Halle de la Gombe, autour du thème : « Entrepreneuriat créatif ». Des œuvres des designers suédois, allemands, français et congolais y sont exposées. Le programme prévoit également une session de formation sur le design.

Beni : 4 morts dans une double attaque des ADF à Bulongo. Ces ADF ont tiré des coups de feu pour se frayer un passage vers le parc national des Virunga, afin de fuir le feu d'armes des Fardc qui ont lancé des offensives vers la partie ouest de Bulongo, contre tous les groupes armés actifs dans la région. Pour le moment, le calme est revenu sur place à Bulongo et l'armée patrouille dans la région. Dans cette même zone, le bilan de l'attaque de Kalembo dans la nuit de mercredi à jeudi 21 octobre est revu à la hausse. Le nombre de morts est ainsi ramené à 22 civils tués.

"Toutes les pratiques ternissant l'image de la justice en cette période de l'état de siège, doivent être sévèrement sanctionnées" (colonel magistrat Michel Kachil). Il réagissait aux allégations de l'ONG-Congo Conscience, diffusées le 21 octobre sur Radio Okapi/Goma, selon lesquelles les cas de corruption avérée, le clientélisme et le trafic d'influence deviennent monnaie courante au parquet militaire du Nord-Kivu en cette période de l'état de siège. Ce haut magistrat, met en garde les magistrats, les inspecteurs judiciaires ainsi que les soldats commis au cachot de l'auditorat, ayant une attribution dans la chaîne pénale qui verserait dans « ces pratiques qui vont à l'encontre de l'éthique de la profession ».

Nord Kivu : encore une nouvelle arrestation massive des pêcheurs congolais par les marins ougandais sur le lac Edouard. Ces derniers les accusent de violation présumée des frontières lacustres. Le secrétaire exécutif de la FECOPEILE plaide ainsi pour une solution bilatérale entre les deux pays pour résoudre définitivement ce problème. Depuis quelques années, des pêcheurs congolais sont régulièrement arrêtés par des militaires de la marine ougandaise, les accusant de violation des frontières lacustres. Beaucoup sont ensuite jugés, condamnés et emprisonnés en Ouganda.

Tshopo : les officiers et sous-officiers militaires appelés à remettre les armes aux magasins d'armement. Concernant les armes commises aux services de garde et des piquets, le Général de brigade précise qu'elles seront consignées sur place et feront l'objet de remise et reprise lors de la relève. Dans un deuxième temps, la mesure de remise d'arme à feu par ceux qui les détiennent concerne tous les civils. Qu'il s'agisse d'une arme de guerre ou de fabrication artisanale. Elle doit être déposée à la direction des renseignements de la 31^{ème} région militaire.

Beni : 4 bastions des ADF sont passés sous contrôle de l'armée. C'est le résultat des violents combats entre l'armée et les combattants de ce groupe armé. Ces combats se déroulent dans cette région de la chefferie de Bashu depuis le début de cette semaine. Ces rebelles délogés auraient pris la direction du parc des Virunga et de la partie ouest de la commune rurale de Bulongo. Les ADF avaient érigé leurs bases dans le Graben où se trouvent des champs de la population locale.

Avec 30 ans de carrière, Denis Kadima aura pour mission principale d'organiser les élections en 2023

Le Président Félix Tshisekedi a investi vendredi 22 octobre, 12 membres sur 15 devant siéger à la Commission électorale nationale indépendante avec Denis Kadima à sa tête. De 1987 à 1992, il a été tour à tour chef de service et gérant de succursale à la Banque commerciale zaïroise (RDC) et de 1995 à 1998, il a dirigé le programme de l'Ashoka Innovateurs pour le Public basé en Afrique du Sud. 30 ans de carrière à ce jour passé dans le secteur des élections, Denis Kadima auteur d'une vingtaine d'ouvrages compte à son actif une participation à une soixantaine de processus électoraux et politiques en Afrique et dans le monde, et cela, à divers titres. Le Congolais a contribué à la création du Forum des Commissions électorales de la SADC (SADC ECF) en 1998, participé à l'élaboration des normes et standards électoraux du Forum parlementaire de la SADC (2001) ainsi que des Principes de l'Union africaine régissant les élections démocratiques en Afrique (2002). Il a travaillé de nombreuses fois avec l'Onu et des pays comme la Tunisie et le Soudan. **Le CASC salue l'investiture de Denis Kadima comme président de la Ceni.** Le Coordonnateur national du Collectif d'action de la société civile exhorte les parties impliquées dans ce processus électoral à éviter de polémiquer « inutilement » sur cette question mais « il est temps chacun de prendre sa responsabilité à son niveau et de pouvoir s'assumer. Nous devons accompagner ce processus, nous devons soutenir cette Ceni, et exiger d'eux, la transparence et l'organisation des élections crédibles et participatives, où chacun pourra se retrouver ». Il demande aussi au gouvernement de mettre à la disposition de la CENI, toutes les ressources nécessaires à l'organisation des élections crédibles et transparentes.

Nord-Kivu : Jean-Pierre Lacroix salue « les résultats acquis » de la coopération Fardc-Monusco. « On a parlé [avec le gouverneur] et je lui suis reconnaissant de nous avoir exprimé de la gratitude à ce sujet. Il y a un soutien logistique : un soutien en fuel, en déplacements, en transport, en rations lorsque les Fardc sont engagées [dans les opérations de sécurité], en soutien médical mais aussi en opérations, en actions d'opérations. Donc, il est, je pense, très important, ce soutien. Nous sommes, encore une fois, dans notre rôle de le faire parce que nous sommes en partenariat », a déclaré le Secrétaire général adjoint en charge des opérations. **La restauration de la paix au centre des échanges entre Jean-Pierre Lacroix et Mgr Sikuli Paluku Melchisédec.** « Nous avons parlé très librement et très ouvertement de nos efforts à la fois sur le plan sécuritaire, notamment de tout ce que fait la Monusco ; elle fait beaucoup pour appuyer les Fardc. Il y a eu des efforts faits pour renforcer la Brigade d'Intervention Rapide, je pense que ça portera ses fruits. Nous avons aussi parlé des défis et des faiblesses qui doivent être remédiés du côté des Fardc », a ajouté Jean-Pierre Lacroix, qui a échangé pendant plus d'une heure avec Mgr Sikuli Paluku. Pour sa part, l'Evêque du diocèse de Butembo-Beni réitère son message à la population, celui de garder espoir quelles que soient les circonstances, tout en espérant que sa voix sera portée plus haut en vue d'une paix durable. **Beni : échange entre Jean-Pierre Lacroix et le général Bertin Mputela autour des questions sécuritaires dans la région.** Le commandant des opérations du secteur opérationnel Sokola 1 a indiqué, avoir aussi soumis à Jean-Pierre Lacroix, les attentes des Fardc en rapport à la Monusco. « Qu'on travaille ensemble, qu'on soit toujours ensemble avec eux et qu'on puisse accélérer la collaboration avec eux, surtout du côté renseignements, pour avoir des résultats concrets. Puisque les rebelles s'en prennent aux civils, là où il n'y a pas des militaires. Le Congo est grand pour mettre chaque militaire ou bien chaque section par village, ça sera difficile. J'ai initié un système de patrouilles de combat entre les unités, qui essaye un peu de diminuer la tuerie de la population»

Dimanche 24 octobre.

Journée des Nations Unies : les valeurs de paix, de développement et de droits humains de l'ONU « n'ont pas de date d'expiration » (Antonio Guterres). L'organisation des Nations Unies célèbre ce dimanche 24 octobre, son 76e anniversaire. Cette date rappelle l'entrée en vigueur en 1945 de la charte des nations unies, texte fondateur de l'organisation. Dans son message marquant la journée, le Secrétaire général de cette organisation, Antonio Guterres a déclaré : « Les valeurs de paix, de développement, de droits de l'homme et d'opportunités pour tous, qui ont alimenté la Charte des Nations Unies au cours des 76 dernières années, n'ont pas de date d'expiration ». Le chef de l'ONU a observé que, si la COVID-19, les conflits, la faim, la pauvreté et l'urgence climatique nous rappellent que notre monde est loin d'être parfait, ils montrent aussi clairement que « la solidarité est la seule voie à suivre ».

Kinshasa : Bahati Lukwebo recommande la création d'une banque pour financer les « initiatives des femmes », lors de la clôture des rencontres spéciales de femmes entrepreneures dénommées "Level Up", organisées durant deux jours à l'Hôtel Sultani par le réseau d'affaires Makutano. Cette première édition de Level Up, s'inscrit aussi en soutien à la lutte contre le « cancer du sein ». En outre, une partie des bénéfices de ces rencontres sera, notamment, reversée au profit de la numérisation d'un établissement scolaire par l'entreprise Find Solution Technology à travers son projet Shule System. Le Level Up a réuni du 22 au 23 octobre des entrepreneurs, des jeunes et moins jeunes, hommes et femmes de tous les secteurs d'activités. Le Sénégal y a participé comme « pays invité d'honneur ».

Beni : 10 morts dans une nouvelle attaque des ADF à Bulongo. Les ADF pourchassés par les Fardc dans la région de Graben vers la partie sud-est du territoire de Beni, ont contourné les positions de l'armée pour s'attaquer aux civils, attestent nos sources. Un renfort militaire des Fardc ainsi que des casques bleus de la Monusco, basés à Kilya, à quelque

7 kms de Bulongo, a permis de contrer ces rebelles, qui ont pris la direction de la forêt, ajoutent nos sources. Avec cette nouvelle attaque, la commune de Bulongo vient de totaliser 32 morts en l'espace de trois jours.

Kwilu : une maladie décime des bêtes dans plusieurs villages de Bagata. C'est depuis plus d'un mois que les villageois sont confrontés, impuissants, à cette maladie qui décime leurs chèvres et moutons. Cette maladie se manifeste par la diarrhée et la fatigue. Deux jours après, elle provoque la mort chez les bêtes atteintes. Pour le ministre provincial de l'agriculture, pêche et élevage du Kwilu, Artur Lako, il s'agit de la pasteurellose (une infection qui touche l'homme et l'animal ; elle est causée par un microbe spécifique : la "Pasteurella multocida"). Un lot des médicaments et vaccins contre la pasteurellose est déjà disponible au chef-lieu du territoire.

La société civile de Beni demande à l'ONU le « renforcement de la Brigade d'intervention, comme en 2013 contre le M23 ». C'est parmi les recommandations qu'elles ont faites au secrétaire général adjoint de l'ONU, en charge des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, à l'issue de leur rencontre avec ce dernier, samedi 23 octobre à Beni. Les acteurs de la société civile tiennent aussi à ce que, l'ONU soutienne l'état de siège proclamé par le Chef de l'Etat, depuis mai dernier, contre les groupes armés dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu et souhaitent que l'ONU s'implique également contre les appels à la haine tribale distillés notamment à travers les médias.

Clôture des états généraux de la lutte contre la corruption : aucun écart d'ordre professionnel ne sera toléré. Les états généraux, ouvert mardi 19 octobre, ont mis en évidence, les causes qui ne permettent pas à la RDC « d'éradiquer la corruption ». Les participants ont dégagé à cet effet, quelques pistes de solution qui trouveront un accompagnement sans faille du Président de la République, a rassuré, le Vice-premier Ministre en charge de la fonction publique et modernisation des services publics. Plus de 160 recommandations ont été adoptées afin d'identifier, détecter et réprimer les actes de corruption en RDC. Il a été demandé au parlement d'actualiser le cadre légal anti-corruption, pour le conformer aux instruments juridiques régionaux et internationaux auxquels la RDC a adhéré. Il s'agit de la loi portant création d'une agence nationale anti-corruption, la loi portant les lanceurs d'alerte et celle relative à l'accès à l'information.

Ituri : des affrontements à Malabo entre les Fardc et la Codeco. La population de Lopa et celle de la périphérie s'est donc réveillée sous des détonations d'armes à feu. Le 23 octobre dans la soirée, aux villages Deto et Palestine, les combattants de la Codeco ont blessé à la machette un habitant et ont pillé plusieurs biens de la population avant d'incendier des maisons. Lors d'une intervention des Fardc, toujours dans la même zone, quatre miliciens ont été tués et cinq autres blessés. Du côté de l'armée, un soldat a perdu la vie et un autre a été blessé, affirment des sources sécuritaires.

Lualaba : 3 cités plongées dans le noir à la suite de vol des fils catenaires. Les cités de Tenke, Kanseny et Lubudi, en territoire de Lubudi dans la province du Lualaba n'ont plus d'électricité depuis plusieurs semaines. Ce manque d'électricité a des conséquences sur le plan économique. Certaines activités tournent désormais au ralenti. C'est le cas du commerce de vivres frais, de boisson ou encore de moulins. Sur le plan sanitaire, certaines structures médicales, privées d'électricité, éprouvent aussi des difficultés de fonctionnement. La société civile déplore que, la plupart de temps, les voleurs des fils catenaires qui sont arrêtés par les services de sécurité, une fois déferés devant la justice, recouvrent par « magie » (sans explication) la liberté.

Affaire meurtres de 2 motards à Salamabila : l'auditorat ouvre une information judiciaire. La société civile locale se dit satisfaite de l'avancement de ce dossier afin que justice soit rendue aux victimes. Le 19 octobre, un motard avait été tué à la barrière de Mananasi à 5 km de la commune de Salamabila, par un soldat des Fardc qui le rançonnait. A la suite cet assassinat, des motards sont descendus spontanément dans la rue pour dénoncer ce meurtre, et c'est là, qu'un autre militaire a tiré dans la foule, blessant mortellement un autre motard. Les manifestations qui ont suivi ces deux assassinats avaient paralysé, pendant deux jours, la vie de la cité de Salamabila. Les manifestants avaient saccagé le bureau de l'auditorat militaire et brûlé un poste de garde des militaires.

Les Nations unies disponibles pour l'appui des élections de 2023. « Je note que le Président de la République a récemment exprimé l'intention d'avoir un engagement de la communauté internationale s'agissant de l'observation du processus. Alors, quelles seront les demandes à l'égard des Nations Unies ? Je crois qu'il est encore très tôt pour le dire, mais nous avons indiqué aux autorités de l'Etat qu'il y avait à la fois cette disponibilité du côté des Nations Unies mais que nous ne nous engagerions que dans la mesure où il y aurait des demandes », a indiqué le secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des Opérations de maintien de la Paix « Notre objectif, c'est d'aider un processus qui soit transparent ».

Beni : 14 ADF capturés par l'armée, présentés à la presse. « Nous avons présenté 14 personnes au total, combattants terroristes et parmi eux, 6 étrangers. Nous avons présenté les Ougandais et Ougandaises. Nous avons présenté des

Tanzaniens aussi. Nous avons présenté des Congolais et des Burundais. C'est dire que le mal est profond que le mouvement qui fait face à nous, est un mouvement terroriste au niveau international reconnu», a indiqué le porte-parole des opérations militaires Sokola 1 Grand nord. L'armée affirme avoir pris des dispositions à la suite de l'arrestation de la femme et des enfants du numéro 2 des ADF : « Ça fait mal quand d'un coup on arrête sa femme et ses deux enfants. C'est pourquoi, l'armée a pris des dispositions nécessaires pour empêcher ce mouvement à s'attaquer à notre population. Le succès est dû aux informations mises à notre disposition par la population que nous avons transformée en renseignements ».

Nord-Kivu : la société civile dénonce l'insécurité des combattants de la CMC dans la partie ouest de Masisi. La situation sécuritaire se dégrade davantage dans la partie de Mwesso, Kitchanga, Kashuga et aux alentours de ces agglomérations dans le territoire de Masisi, en province du Nord-Kivu. Cette situation est consécutive à la présence des éléments du groupe armé dénommé, Coalition des mouvements pour le changement du Congo (CMC), qui ont abandonné le « processus de désarmement volontaire ». D'après la société civile de Bashali, un grand nombre de ces combattants ainsi que d'autres qui ont fui les centres de cantonnement à cause des mauvaises conditions, vivent désormais sur le dos de la population et commettent plusieurs exactions à l'endroit des civils.

Kinshasa : au moins 50 maisons incendiées au quartier Pakadjuma, dans la commune de Limete. Une femme aurait oublié une bougie allumée dans sa maison. Ce qui a finalement enflammé une bonne partie de ce quartier. Une cinquantaine de cases sont parties en fumée sur une distance de 100 m.

Jules Alingete : « Le dépassement budgétaire n'est ni un acte de détournement ni un acte de mauvaise gestion ». Répondant aux questions des journalistes, inspecteur général de finances a ajouté que le dépassement budgétaire arrive souvent par ce qu'il appelle « le paiement en procédure d'urgence ».

Lundi 25 octobre.

Ouverture du procès de Matata Ponyo à Kinshasa. L'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo accompagné de Patrice Kitebi, ancien directeur général du Fonds de promotion des investissements (FPI) et Christo Grobler, un Sud-Africain vont comparaître devant la Cour constitutionnelle. Ils sont poursuivis par le procureur général près cette Cour pour détournement présumé de deniers publics, fonds destinés au projet du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. Dans un rapport publié le 18 novembre 2020, l'Inspection générale des finances (IGF) avait affirmé que le Trésor public avait débloqué 285 millions USD pour le futur parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. Sur ce montant, 205 millions auraient été **Affaire Bukanga Lonzo : le procès renvoyé au 8 novembre prochain.** Le procès Matata Ponyo et consorts sur l'affaire du parc Agro industriel de Bukanga Lonzo, est reporté au 8 novembre prochain. La Cour constitutionnelle a renvoyé la cause faute d'interprète pour le Sud-Africain Grobler Christo, comparaisant avec Matata et Patrice Kitebi. La Cour a jugé utile de permettre au prévenu sud-africain de se trouver un interprète de son choix pour la compréhension des audiences. té détournés. Et l'IGF avait présenté Augustin Matata comme auteur intellectuel de la débâcle de ce projet lancé en 2014.

Kinshasa : le député Olive Mudekereza salue le « renforcement de la sécurité » aux alentours de Bukavu et Uvira. L' élu de Walungu a demandé au gouvernement de la République, de mettre à la disposition des patrouilleurs de « moyens matériels conséquents », pour arrêter définitivement les attaques contre des paisibles citoyens sur ces routes et maintenir ainsi la sécurité. La Route N2 relie Bukavu à Goma, au Nord-Kivu. Tandis que, N5 connecte les villes de Bukavu-Uvira-Fizi, au Sud-Kivu. D'après lui, à la suite du renforcement de sécurité, une accalmie s'observe désormais dans plusieurs contrées. L'amélioration de la sécurité permettra notamment de relancer les travaux agricoles qui vont impacter positivement sur l'économie, a conclu le député national Mudekereza.

Examen du budget 2022 : l'Assemblée nationale hors délai. L'Assemblée nationale épuise ce lundi 25 octobre ses 40 jours lui accordés par la loi relative aux finances publiques pour examiner et adopter le budget 2022. La culture de l'Etat de droit lui exige de transmettre le projet du budget 2022, en l'état, pour qu'il soit examiné dans les 20 jours au Sénat. A ce jour, il est déjà impossible pour le Parlement d'examiner minutieusement ce budget, conformément à la loi. Celle-ci exige l'examen de la loi portant reddition des comptes de l'exercice 2020 comme préalable à l'examen du budget 2022.

Kasaï-Oriental : les « pédaleurs », nouveaux fournisseurs de charbons et autres marchandises. Plusieurs propriétaires des véhicules de transport des marchandises ont abandonné cette activité, faute de routes praticables. A cela s'ajoute le prix élevé du carburant. En calculant les dépenses, et d'autres charges, ces deux éléments (route et carburant) ne leur ont pas permis de tenir longtemps. C'est l'abandon. Désormais donc, sont les « pédaleurs » ou les conducteurs de vélos qui approvisionnent en grande partie, la ville de Mbuji-Mayi. Leur nombre augmente. Ils sont

actuellement près de deux cents qui arrivent chaque jour avec des sacs de braise et autres marchandises pour les écouler à Mbuji-Mayi. Ce business est devenu lucratif et fait vivre de nombreuses familles de pédaleurs.

Des forces sociales et politiques annoncent de « grandes actions citoyennes » pour une Ceni indépendante. Pour les signataires de la déclaration, « le blocage et la crise actuels sont le fait du pouvoir en place, qui refuse l'indépendance de la Ceni et veut prendre toute la nation en otage ». Ils annoncent de « grandes actions citoyennes » pour obtenir la dépolitisation, l'indépendance et la non-instrumentalisation de la Ceni. Cette déclaration est signée notamment par les représentants de CALCC, Ensemble pour le République, le FCC, Nouvel Elan.

Beni : deux nouveaux cas d'EBOLA enregistrés et aucun cas de COVID-19 (Division provinciale de la santé). Les deux nouveaux cas, comme tous les autres, ont été notifiés dans l'aire de santé de Butchili au niveau de la zone de santé de Beni. Six cas de la maladie à virus Ebola sont recensés depuis l'apparition de cette 13^e épidémie dans la zone de santé de Beni. Parmi ces cas, 4 décès communautaires et 2 cas sont pris en charge dans le centre de traitement d'Ebola. Cependant, aucun cas de COVID-19 n'a été enregistré, depuis la semaine dernière, dans les 17 zones de santé qui couvrent les territoires de Beni et Lubero et les villes de Beni et Butembo.

Sud-Kivu : la Monusco forme 30 officiers des Fardc et de la PNC sur les droits de l'homme. La formation porte sur les « mécanismes de préventions et protection contre les droits de l'homme et le droit international humanitaire en zone de conflits ». Selon des sources locales, les forces de sécurité congolaises sont impliquées dans plusieurs violations des droits de l'homme à Kigulube. Les barrières payantes sont érigées le long de la route nationale numéro 2 (RN2), sur l'axe Kigulube-Maimingi. Chaque passant débourse 1000 FC (0.5\$), faute de quoi, il est passé à tabac. Une autre entrave, ce sont les arrestations arbitraires pour dettes opérées par la PNC à Kigulube.

Le HCR lance le rapatriement de 6 160 réfugiés centrafricains. Le premier convoi routier a ramené du camp de Mole à Zongo, 250 passagers, pour Bangui et les zones aux alentours jugées sécurisées. Cette opération se fait en collaboration entre les gouvernements de la RDC et centrafricain. Ces personnes ont ensuite traversé la rivière Ubangi par baleinière à destination de Bangui. Outre les biens de premières nécessités dans leurs bagages, certains avaient des documents civils, des certificats de naissance et de fréquentation scolaire obtenus durant leur refuge en RDC. Arrivés à Bangui, ils ont été accueillis par le Premier ministre centrafricain, entouré du représentant du HCR/RCA, de la coordonnatrice humanitaire, de l'ambassadeur de la RDC en RCA et des agences de l'ONU.

Mai-Ndombe : au moins 100 maisons s'écroulent et des ménages sans abris à la suite d'une pluie à Mushi. Plusieurs personnes ont été blessées, des écoles effondrées et restées sans toitures. Le député élu de ce territoire lance ainsi un appel à l'aide aux autorités compétentes dont le Président de la République, le Premier ministre, le ministre national des Affaires sociales et humanitaires et celui de l'Intérieur, le président de l'Assemblée nationale et au gouvernement provincial.

Djugu : 6 villages incendiés par Codeco, 3 morts. Il s'agit des villages Palestine, Soo, Elisha, Djodjo, Deto et Matete. Les boutiques et maisons d'habitation ont également été saccagées par ces miliciens qui ont emporté des biens de la population avant de quitter les lieux. Face à l'insécurité, plusieurs personnes ont dû quitter la zone pour se mettre à l'abri.

Toujours pas de reprise de cours dans les écoles publiques au Kongo-Central et au Maniema. Dans ces deux provinces, les enseignants se disent exaspérés par des promesses non réalisées de la part du gouvernement. Les délégués des enseignants du Kongo-Central conditionnent la reprise par le paiement d'une « prime provinciale » à chaque enseignant. Le porte-parole de la synergie des syndicats des enseignants dit avoir fait part des exigences des enseignants à l'autorité provinciale. Ils attendent sa réaction avant de reprendre le travail. Jusque-là, ils n'ont pas encore rien reçu.

Kisangani : « La Force du changement » dans la rue pour réclamer l'énergie électrique. Bien qu'interdite par le maire de la ville, les manifestants se sont retrouvés au rond-point du stade, point de ralliement où la police est intervenue pour disperser les manifestants à coups de gaz lacrymogène. Déterminés à exercer leur droit, les manifestants venus pour la plupart de la Commune Tshopo, se sont reconstitués avec d'autres de la commune Makiso. Ne voulant pas créer d'incidents au centre-ville, la police s'est ravisée. Elle a décidé tout simplement de les accompagner jusqu'au gouvernorat de province pour le dépôt de leur memorandum. Dans ce document, ils dénoncent les conséquences du manque d'électricité dans la ville et sollicite la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de la Tshopo. Par ailleurs, des élèves de quelques écoles secondaires de la ville ont également organisé leur marche pour réclamer la reprise des cours.

Kasai-Oriental : ouverture du BRTC pour la réception des candidatures au poste de gouverneur. D'après le secrétaire exécutif provincial de la Commission électorale indépendante, l'enregistrement des candidatures est prévu du

25 au 31 octobre. Il demande à cet effet aux candidats gouverneurs et aux mandataires des partis ou regroupements politiques de venir rapidement retirer les formulaires au Bureau de réception et traitement des candidatures (BRTC). La caution à ce poste est fixée à 20 millions de francs congolais (9 800 USD) selon la loi électorale.

Un forum régional de la lutte contre les discours de haine se tient à Douala. Douala, abritera à partir de ce mardi 26 jusqu'au vendredi 30 octobre, un forum régional de sensibilisation et de renforcement des capacités des médias sur la prévention des conflits liés aux discours de haine et la lutte contre ce phénomène en Afrique centrale. Il s'inscrit en droite ligne de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies contre le discours de haine officiellement lancé par le Secrétaire général, Antonio Guterres, en juin 2019 et également de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants adoptée en 2016. Cette rencontre poursuit trois objectifs à savoir : établir un état des lieux de toutes les initiatives visant à prévenir et à lutter contre le discours de haine en Afrique centrale ; établir un cadre de réflexion dans un contexte de faiblesse des outils de régulation et d'autorégulation ; entamer une discussion sur le développement d'une stratégie régionale de prévention et de lutte contre les discours de haine dans les médias, conformément au plan de mise en œuvre de la stratégie onusienne. Deux autres forums sont programmés pour le mois de novembre prochain sur le même thème.

Mardi 26 octobre.

L'équipe de Denis Kadima prête serment ce mardi. Les membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) investis le 22 octobre par le Président de la République, prêtent serment mardi 26 octobre, a annoncé la veille, la Cour constitutionnelle à travers rôle de l'audience. Selon ordonnance, Ilanga Lembow Bienvenu devient premier vice-président ; Nseyia Patricia occupera le poste de rapporteur du bureau de la CENI. Son adjoint est Muhindo Mulemeri Paul, alors que Biremano Sylvie est questeur adjoint.

Dossier Ceni : Moïse Katumbi annonce des consultations avec les forces de la nation à Kinshasa. Ces consultations sont annoncées quelques jours seulement après que le président Félix Tshisekedi a nommé les nouveaux dirigeants de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), entérinés par l'Assemblée nationale. Pourtant, Moïse Katumbi – partenaire de Félix Tshisekedi dans le cadre de l'Union sacrée – avait adressé à ce dernier une correspondance le 19 octobre lui demandant de « rejeter purement et simplement » la liste des membres de la Commission électorale nationale indépendante. Selon lui, cautionner les irrégularités qui ont émaillé le processus d'entérinement des membres de la Ceni « conduira inévitablement le pays vers un nouveau cycle de désordre ».

France: 8 ans de prison requis contre Koffi Olomidé. Huit ans de prison ferme ont été requis lundi contre la star de la rumba congolaise Koffi Olomidé, jugé devant la cour d'appel de Versailles, en région parisienne, pour agressions sexuelles et séquestration de quatre de ses anciennes danseuses lors de tournées en France, des accusations dont il s'est vivement défendu. Le jugement a été mis en délibéré au 13 décembre.

Maniema : les candidats gouverneur et vice-gouverneur retirent des formulaires à la Ceni. Le Bureau de réception et traitement des candidatures pour l'élection de gouverneur et vice-gouverneur au Maniema a ouvert ses portes lundi 25 octobre à Kindu. Selon le secrétaire exécutif provincial de la CENI- Maniema, pour cette première journée, quatre formulaires ont été retirés par les candidats ou leurs mandataires. L'opération de retrait de formulaires va durer sept jours.

Les enseignants plaident pour la réactivation des écoles retirées de la liste de paie. « Il y a beaucoup d'écoles qui ont été désactivées de manière irrégulière. C'est une véritable entrave à la gratuité de l'enseignement. Et toutes ces écoles avec leurs enseignants ne touchent plus aucun rond depuis le mois de juillet. Nous pensons que ces enseignants doivent être réactivés », a déclaré le porte-parole de la délégation. « Nous avons aussi parlé des zones salariales. Les enseignants des provinces ne touchent pas le même salaire que ceux de Kinshasa. Nous avons aussi parlé du barème de Bibwa (800 000 FC, pour un enseignant), qui n'est toujours pas appliqué. Nous touchons 190 000 FC (95 USD) »

Première visite officielle de Félix Tshisekedi en Israël. Arrivé en Israël dans la nuit du lundi au mardi 26 octobre, accompagné de la Première Dame, le Chef de l'État entame, sa première visite officielle dans ce pays. Plusieurs rencontres sont prévues avec des hautes personnalités politiques et du monde des affaires israéliennes.

Bukavu : la société civile dans la rue pour réclamer la reprise des cours. Ils étaient plus d'une centaine de manifestants formant un cortège le long de l'artère principale de Bukavu. Plusieurs parents ont également pris part à cette marche arborant des pancartes sur lesquelles étaient écrits « L'éducation de nos enfants est un droit » ou encore « Nous voulons que nos enfants soient à l'école et non à la maison ».

Sud-Kivu : malnutrition sévère à Shabunda, plusieurs cas de décès enregistrés par manque d'intrant. D'après le médecin directeur de l'hôpital général de référence de Kigulube, la malnutrition est provoquée par l'abandon des activités agricoles au profit de l'exploitation artisanale de minerais. La population de Kigulube préfère aller creuser de l'or au lieu de cultiver pour avoir des produits vivriers. Conséquence, l'alimentation devient médiocre et non variée. Du coup, la population patauge dans la sous-alimentation qui conduit à la mort.

Beni : des déplacés en quête d'assistance humanitaire à Luanoli, à la côte Est de la chefferie de Watalinga, au pied du mont Rwenzori, territoire de Beni (Nord-Kivu). Nombreux de ces déplacés passent nuit à la belle étoile.

« **La population attend de l'armée et la Monusco l'éradication des forces négatives à Beni** », le **parlement d'enfants.** « L'armée et la Monusco attendent que l'ennemi attaque pour les repousser. La population, quant à elle, veut que l'armée et la Monusco puissent suivre ces ennemis là où ils sont. Et cette légèreté fait en sorte que les gens perdent leurs vies, leurs biens, voire même leur patrimoine », a déclaré l'émissaire du parlement d'enfants du Nord-Kivu,

Nord-Kivu : la société civile contre la présence massive des hommes armés à Lubero. Le président de la société civile locale, affirme que depuis le début du mois d'octobre des mouvements d'hommes armés sont observés dans cette partie de Lubero, pendant que les forces de sécurité mènent la traque des groupes armés dans le parc de Virunga. Ces miliciens sont présents dans plusieurs entités de la chefferie de Batangi, notamment à Mwimbie, Kasoso, Mbisamuki, Kazoroho et Kyahulwa. Ces miliciens se livreraient ainsi au pillage notamment des caprins et d'autres animaux domestiques. Il invite ainsi l'armée à se déployer dans la zone, et mater ces miliciens avant qu'ils ne s'enracinent dans le milieu.

Nord-Kivu : la population d'Ufamandu salue les opérations de traque contre les groupes armés. « Tout en saluant cette bravoure des Fardc, nous recommandons au gouvernement le renforcement de nos vaillants militaires pour l'occupation définitive des entités qu'occupaient ces rebelles dans cette partie du territoire » affirme le président de la jeunesse de la communauté Batembo. Pendant ce temps, la société civile de Zirhalo, en territoire de Kalehe, au Sud Kivu, voisin d'Ufamandu, signale l'arrivée d'une centaine des familles déplacées fuyant les affrontements. Le président de cette structure, demande que ce groupe armé soit traqué au même moment, dans les limites de Kalehe, Walikale et Masisi.

51 députés nationaux signent la motion de défiance contre le ministre de la défense. Les auteurs de cette motion ont passé plusieurs heures ce 26 octobre, au service courrier du président de l'Assemblée nationale qui refuse, selon eux, d'accuser réception de cette motion. D'après les députés Furaha et Jean-Baptiste Kasweka, respectivement élus de l'Ituri et du Nord-Kivu, cette motion est relative à la détérioration de la situation sécuritaire au Nord-Kivu et en Ituri.

Beni : début du procès du leader du groupe de pression "La Veranda Mutsanga " pour l'incendie de la mairie en 2019. Le ministère public poursuit Fiston Isambiro pour trois infractions. D'abord la tenue des réunions dans l'enceinte de l'institut Alpha dans la commune de Mulekera, le lancement et la publication des tracts dans les réseaux sociaux incitant à des actes de violence ayant abouti en novembre 2019 à l'incendie du bâtiment de la mairie de Beni et l'une des bases de la Monusco au quartier Boikene. Il est accusé aussi d'avoir publié en avril 2021 des tracts dans les réseaux sociaux, incitant à la paralysie des activités pendant plus d'une semaine à Beni ville et territoire. Il plaide non coupable.

Beni : les enseignants de Watalinga relancent leur mouvement de grève. C'est après leur décision prise lundi à l'issue d'une rencontre qui a réuni autour d'une même table tous les syndicalistes de la province éducationnelle Nord-Kivu 2, dans la ville de Butembo. Selon le secrétaire permanent du Syndicat des enseignants du Congo cette grève ne sera levée qu'après le paiement par le Gouvernement des enseignants non-inscrits sur la liste de paie, appelés aussi Nouvelles Unités et la suppression des zones salariales.

Cameroun : le fléau des discours de la haine guette les pays de l'Afrique centrale, déplore l'ONU. Le Forum régional sur la lutte contre les discours de haine par les médias en Afrique centrale a débuté ce 26 octobre à Douala. Le but poursuivi est de sensibiliser et de renforcer les capacités des médias et des organes de régulation de la communication sur la prévention des conflits liés aux discours de haine et la lutte contre ce phénomène. Cet atelier revêt une importance capitale pour les journalistes car il arrive au moment où la haine a envahi les médias dans l'Afrique centrale. Au nom des Nations Unies présentes à ces travaux, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique Central, a quant à lui fait un rappel historique du rôle néfaste qu'ont joué les médias dans les crises en Afrique centrale. Notamment au Rwanda avec la radio des Mille Collines dont les discours ont attisé la haine et conduit au génocide.

Prestation de serment des membres de la Ceni. Les douze membres de la Commission électorale nationale indépendante ont prêté serment d'entrée en fonction ce mardi 26 octobre devant la Cour constitutionnelle à Kinshasa.

Avec à la tête le président de la CENI Denis Kadima, ils ont procédé à la signature du procès-verbal ayant sanctionné leur serment de neutralité, d'indépendance et du secret de leurs délibérés même après leurs fonctions.

Mercredi 27 octobre.

Désignation des membres de la Ceni : 18 partenaires de la RDC regrettent «le manque de consensus». Dans une déclaration conjointe rendue publique mardi 26 octobre, ils estiment que le consensus constitue « un élément important pour renforcer la confiance à l'égard du processus électoral à venir ». Ces pays et organisation réaffirment leur attachement aux principes partagés de transparence, de liberté, d'inclusivité, d'impartialité et de crédibilité des prochains scrutins, essentiels à la consolidation de la démocratie et à la stabilité en RDC. Ils appellent les autorités compétentes à rechercher l'adhésion de tous les acteurs concernés, notamment les partis politiques et la société civile, au processus électoral et à renforcer leur confiance en celui-ci.

Prestation de serment des membres de la Ceni : « un signal fort » pour la tenue des élections dans le délai constitutionnel (BUREC). « La direction politique nationale [du Burec] note qu'à ce jour, les membres du bureau de la Ceni viennent de prêter serment devant la Cour constitutionnelle qui en a pris acte. Ceci est un signal fort que le processus électoral est lancé et que le Président de la République est engagé à la tenue des élections dans le délai constitutionnel », a déclaré le député national du parti politique Bloc uni pour la renaissance du Congo (BUREC).

Kwilu: des écoles vandalisées par des finalistes ayant échoué à l'examen d'Etat à Idiofa. Des bâtiments des écoles complètement détruits, des bancs cassés, certains matériels et fournitures scolaires pillés et incendiés, tels sont les actes de vandalisme commis à Idiofa par ces élèves après publication des résultats de l'examen d'Etat 2020-2021, pour manifester leur mécontentement et leur colère. Le coordonnateur de la Nouvelle société civile congolaise (NSCC) d'Idiofa, condamne avec la dernière énergie ces actes qualifiés d'ignobles.

Congo Airways attend 4 nouveaux avions pour désenclaver la RDC. Le directeur général intérimaire de Congo Airways, rappelle que la RDC a plus au moins 54 aéroports et aérodromes confondus : « Ces derniers se classifie en trois catégories, nous avons des aéroports de catégorie A, B et C. Aujourd'hui, nous avons deux types d'aéronefs, le Airbus 320, qui correspond aux aéroports de catégorie A, et le Q400, qui peut aller sur les aéroports de catégorie A et B. Malheureusement, nous n'avons pas encore, je dis bien, nous n'avons pas les aéronefs d'aéroports de catégorie C ». Le nouveau comité de Congo Airways travaille là-dessus parce qu'ayant pour mission de désenclaver le pays.

Tanganika : cinq blessés lors d'une incursion de la milice Twa dans deux villages de Nyunzu. Cinq personnes ont été blessées à coup de flèches à Kyoko et une dizaine d'habitants du village de Mutupeke ont été pris en otage lors d'une incursion lundi 26 octobre, de la milice Twa, dans deux villages du secteur de Kisengo au Nord du territoire de Nyunzu, dans la province du Tanganika. Les otages ont été libérés après paiement d'une rançon.

Le FMI et la RDC se penchent sur la première Revue du programme économique. « Nous avons, avec satisfaction, pu maximiser les recettes au-delà de ce qui était attendu ; au point que nous avons pu déposer une loi rectificative de budget 2021 à la hausse pour la première fois dans notre pays », a indiqué le Premier ministre, reconnaissant tout de même que « les efforts à fournir sont encore énormes ». Pour sa part, la Cheffe de Mission du FMI pour la RDC a aussi salué les efforts fournis jusque-là par le gouvernement congolais, notamment en ce qui concerne l'augmentation des réserves de change et le niveau de mobilisation des recettes publiques enregistré ces derniers mois.

Tshopo : l'intersyndicale de l'EPST décide de poursuivre la grève. Les syndicats SYECO, SYNECAT et la SYNEP se sont réunis pour une évaluation de trois semaines de grève. Au terme de cette assemblée générale extraordinaire, ils ont décidé de poursuivre ce mouvement jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée par le gouvernement pendant les pourparlers en cours avec leur délégués. « Nous avons un protocole d'accord de 2019, qui n'a jamais connu un début d'application. C'est pourquoi les enseignants ont perdu toute confiance aux autorités. Ils veulent bien des résultats palpables, avant de commencer avec les enseignements ».

Israël : tête-à-tête entre Félix Tshisekedi et Isaac Herzog. Le président congolais, Félix Tshisekedi, a été reçu le 27 octobre par son homologue israélien. Ils ont évoqué la réouverture de l'ambassade d'Israël à Kinshasa. Le tête-à-tête a tourné autour des sujets en rapport avec la sécurité, les nouvelles technologies, l'agriculture, les infrastructures, l'environnement, considérés comme les « principaux axes de la relance de la coopération bilatérale entre les 2 pays ».

Nord-Kivu : 44 ONG dénoncent l'insécurité dans le Parc national des Virunga. Ces acteurs de l'environnement œuvrant au Nord-Kivu, Sud-Kivu et l'Ituri, félicitent l'armée congolaise pour avoir reconquis, il y a quelques semaines, 144 km carrés du Parc national des Virunga sur la côte Ouest du Lac Edouard, dans la zone communément appelée Tchanika, à l'issue des opérations conjointes Fardc-Eco gardes. Elles déplorent, cependant, la tuerie, quelques jours

plus tard, le 16 octobre dernier, d'un autre éco garde dans la même zone, lors d'une embuscade des présumés Mai-Mai. Ces groupes, qui sont comptés par dizaines, auraient fait de l'exploitation des ressources naturelles du Parc, kidnapping et rançonnement des pêcheurs au Lac Edouard, la source de financement de leurs activités criminelles, indiquent ces organisations. Elles précisent qu'à travers ces activités, ces bandes armées récolteraient illicitement environ 1.680.000 USD mensuellement. Elles demandent en outre au gouverneur du Nord-Kivu, de prendre en priorité, dans le cadre des opérations de l'état de siège, l'assainissement du Parc de tous ces groupes surtout en leur coupant toute source de financement illicite. Selon le rapport de l'ICCN et Alliance Virunga, publiée le 23 octobre dernier, les effectifs des combattants armés sont estimés entre 1 500-2000 individus dans et autour du parc des Virunga. L'activisme de ces miliciens a déjà coûté la vie à plus de 175 éco gardes au cours des vingt dernières années, indique ce rapport.

Mai-Ndombe : les enseignants de Kutu I dénoncent le retrait de 2.7 USD sur leur salaire. « Il y a une rubrique sur l'état de paie ou on a écrit FTC Retrait 3.500fc par enseignant. A cela s'ajoute les 2000 francs congolais qu'ils retiraient déjà. Ce qui fait un total de 5.500 Francs congolais qu'on retire à chacun. Nous déplorons le retrait de cet argent. Nous demandons aux autorités de s'impliquer pour qu'ils ne puissent plus retrancher ça ». Le responsable de la Caritas Mai-Ndombe, l'abbé Emmanuel Ndoyite parle de frais de tenue des comptes retenus par le gouvernement et d'une convention autorisant sa structure à retenir 2 000 FC (1 USD) pour le déploiement des agents payeurs.

Beni : les Fardc annoncent la destruction des bombes artisanales récupérées des mains des ADF, ce vendredi 29 octobre 2021. A cet effet, la population de Beni et surtout les cultivateurs sont appelés à ne pas paniquer ni céder aux rumeurs qui peuvent provenir de tout côté pendant cette opération, précise le communiqué.

Le FCC « non concerné » par la CENI que dirigera Kadima. La famille politique de Joseph Kabila dénonce des violations de la loi ayant entaché de bout en bout ce processus de désignation des membres de la Ceni et annonce d'utiliser tous les moyens légaux pour revendiquer un processus électoral crédible. « La loi dit qu'on ne peut pas trouver dans une même province deux ou trois membres de la Ceni. Nous ne pouvons pas participer à une Ceni où les couleurs de l'équipe adverses sont déjà portées par l'arbitre. Ce n'est pas nous le FCC qui serons dans la rue, ce n'est pas Lamuka, c'est le peuple congolais. Le peuple en a marre ! Et je crois que si nous aimons réellement ce pays, le 6 novembre nous serons tous dans la rue ». L'entêtement de l'Union sacrée dans la désignation irrégulière et cavalière des membres de la Ceni est en train de plonger le pays dans une crise politique, économique et sociale profonde aux conséquences incalculables.

Lomami : les députés de Lubao sèchent les plénières pour répartition inéquitable d'entretien des axes routiers. D'après eux, sur les 317 km de routes de desserte agricole à réhabiliter, par l'Office des voies de desserte agricole/ Lomami avec le financement du Fonds national d'entretien routier (FONER), seuls 12 km de routes du territoire de Luabo ont été retenus pour la réhabilitation sur la liste établie par le ministère du Développement rural. Cependant, dans le territoire de Ngandajika, 134 km de route seront réhabilités, 76 km dans le territoire de Luilu, 30 km dans le territoire de Kamiji.

Sud-Kivu : un groupe des magistrats à Kigulube pour rechercher les miliciens, auteurs des crimes. D'autres hommes en toge proviennent des tribunaux de paix et de grande instance de Kamituga, dans le territoire de Mwenga. Leur mission consiste à rechercher les chefs rebelles ainsi que les membres de leurs organisations. Ces derniers sont poursuivis pour les crimes internationaux qu'ils ont commis entre 2014 et 2020, notamment pour viols, pillages, tortures, meurtres et extorsions. Les magistrats désignés pour assurer la tâche sollicitent la collaboration de la population pour faciliter le travail de la justice. Plus de 100 victimes se sont déjà présentées devant les magistrats moyennant des éléments de preuve.

Procès Chebeya/Bazana : la Cour renvoie la cause au 3 novembre, pour une confrontation entre le colonel Daniel Mukalayi, le général Djadjidja et la police militaire avant une descente sur le site de Mitendi où aurait été enterré Bazana.

Un seul renseignant, l'officier supérieur de la police militaire, Katebere, qui était commis à la garde et la sécurité des biens du général Zelwa Katanga Djadjidja à Mitendi, a été entendu. Dans son témoignage, ce dernier a fait savoir que c'est son adjoint qui était de service le 1er juin 2010 et qui pourra témoigner sur les faits.

Jeudi 28 octobre.

Le ministre de l'ESU fixe des conditions d'admission aux études de médecine dans les universités. « Ne peut être admis à participer à ce concours que le porteur d'un diplôme d'Etat ou son équivalent des humanités scientifiques ou d'un diplôme d'Etat de toute autre section obtenu avec au moins 70%. L'établissement organisant la filière médecine ne peut recruter en première année de graduat/première licence LMD que par rapport au quota d'inscription lui réservé à travers l'instruction académique de l'année ». Cet arrêté s'inspire des résolutions des Etats généraux de l'ESU, tenus à

Lubumbashi du 10 au 14 septembre de l'année en cours. La motivation du ministre est indiquée dans « le souci partagé par les acteurs intervenant dans le secteur de la santé d'améliorer le niveau de formation des médecins en RDC ».

Reprise des pourparlers gouvernement-banc syndical de l'EPST, ce 28 octobre à Mbuela Lodge, à Kisantu, dans le Kongo-Central. Selon le porte-parole de l'Intersyndicale de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), qui confirme cette information, plusieurs délégués syndicaux sont déjà sur place depuis le mardi. Le patron de la Synergie des syndicats des enseignants du Congo, insiste que ces travaux doivent être l'occasion pour le gouvernement de trouver des solutions aux revendications des enseignants. Il s'agit principalement de réactiver les écoles en règles, fixer le barème salarial des enseignants. Déjà mercredi 27 octobre, les enseignants désactivés viennent d'être réactivés sur la liste de paie.

Pour rappel, les enseignants qui sont en grève réclament notamment l'amélioration de leurs conditions salariales. Lors de la dernière discussion avec le gouvernement en 2020 à Bibwa, dans la commune de la N'sele, le professionnel de la craie devrait toucher un salaire de 800 000 Francs congolais, soit 400 USD. Ce qui n'est toujours pas d'application.

Ituri : 12 corps sans vie flottent sur les eaux de la rivière Ituri à Mutweyi, à environ 80 km de Komanda, au sud du territoire d'Irumu. Selon la société civile de Manove dans le territoire voisin de Beni, relayée par des sources de sécurité en Ituri, il s'agirait des corps de personnes tuées par des ADF dans cette région où ces rebelles sont très actifs.

Exportation du bois rouge : plus dix mille mètres cubes des bois rouges confinés dans les entrepôts (Exploitants forestiers). Depuis la levée de cette mesure en 2019, plus de 58 000 mètres cubes sont déjà exportés et il ne reste qu'environ 41000 mètres cubes. Mais, à deux mois de la fin du délai prévu par la loi, ils n'ont toujours pas obtenu les autorisations d'exportation du bois rouge, s'inquiètent, des exploitants forestiers et artisanaux. La mesure d'interdisant l'exportation du bois rouge avait été prise en 2016 au regard de l'anarchie constatée dans ce secteur.

Butembo : carence d'eau potable à Miriki depuis l'arrivée des milliers de déplacés. La situation devient intenable au regard de l'afflux de déplacés venus des territoires de Rutshuru, de Walikale ainsi que de plusieurs autres entités de la partie Sud de Lubero, fuyant l'insécurité des groupes armés, déplore la société civile.

Kasaï-Oriental : le diamant ne contribue pas au développement de la province (Rapport SARW). « Nous avons essayé d'examiner tous les contextes. Pas seulement à la Minière de Bakwanga (MIBA), mais aussi ce qui est fait par la Salsine et l'exploitation artisanale. Les trois aspects combinés montrent que, le diamant ne profite, ni à l'Etat congolais, ni à la MIBA, ni à la population », déplore l'Observatoire des ressources naturelles sur l'exploitation du diamant au Kasaï-Oriental (SARW). Ce rapport démontre également la pauvreté criante dans la région à cause de la mauvaise gouvernance des ressources minérales et malgré les efforts du gouvernement congolais, ce secteur peine à décoller. « Il y a beaucoup de tentatives du gouvernement, d'injecter de fonds, mais, ça ne marche toujours pas. »

Kwilu : la faculté de médecine de l'université de Bandundu dotée d'une clinique. Ce bâtiment construit dans l'enceinte de l'hôpital général de référence de Bandundu-ville, a été remis le 26 octobre, par le gouvernement provincial du Kwilu. Le vice-doyen à la faculté de médecine de l'UNIBAND a indiqué que, cette clinique universitaire, va assigner une triple mission : la recherche, la formation des étudiants et les soins spécialisés pour la population. La faculté de médecine de l'Université de Bandundu avait été frappée d'interdiction de fonctionner pour non-viabilité par le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire. Les responsables de l'université disent avoir introduit un recours à cet effet. Mais ils n'ont pas reçu de suite favorable.

Maniema : les parents d'élèves des écoles conventionnées catholiques réclament la reprise des cours. L'Association des parents d'élèves des écoles conventionnées catholiques réclame la reprise des cours. Son secrétaire rapporteur, a appelé, le 27 octobre, le gouvernement à prendre ses responsabilités en mains afin de résoudre les problèmes des enseignants qui sont en grève depuis la rentrée scolaire édition 2021-2022. « Beaucoup de filles sont déjà rendues grosse, d'autres garçons sont dans les sites miniers et nous ne savons plus gérer les enfants. Voilà pourquoi nous savons aussi que parmi les enseignants il y a des parents, ce qu'ils revendiquent c'est leur droit mais aussi comme parents ils doivent comprendre que les enfants trainent et les parents souffrent beaucoup », a-t-il fait savoir.

Dossier Ceni : l'Eglise du Christ au Congo se désolidarise de six autres confessions religieuses. « Nous, membres de l'exécutif national de l'Eglise du Christ au Congo, décidons la rupture avec les six confessions religieuses, signataires du procès-verbal de désignation du président de la CENI et d'un membre de la plénière pour le compte de la plate-forme, des confessions religieuses que nous décrions et proposons la redéfinition des valeurs du mode opératoire de la plate-forme, ainsi que la révision de sa charge », a déclaré, Mgr Gabriel Unda Yemba. Dans sa liste de recommandations, l'ECC invite le Président de la République, de « prêter une oreille attentive aux différentes revendications sociales des populations. », Elle demande aussi le gouvernement congolais à mettre fin à l'insécurité dans l'Est de la RDC.

Lomami : un colloque organisé à Ngandajika pour trouver des solutions aux problèmes majeurs des villages. Le colloque interdisciplinaire « Le Village et l'avenir de l'Afrique Noire » s'ouvre jeudi 27 octobre à Ngandajika dans la province de Lomami. D'après le professeur Abbé Recteur, président du Conseil d'administration du projet Ditunga, le but de ce colloque est de comprendre la « place du village, d'identifier les problèmes majeurs qui se posent dans nos villages et qui sont à la base de la misère, des conflits afin de définir les voies et les moyens de réhabilitation et de promotion des villages comme espace d'opportunités ». Le président de la Cour constitutionnelle ainsi que plusieurs autres personnalités du monde scientifique, politique de la RDC et de l'étranger participent à ce colloque, qui sera totalement animé par d'éminents professeurs d'université. Sept interventions sont prévues.

Nord-Kivu : une centaine de jeunes de l'ECC de la RDC réfléchissent sur la paix dans l'est de la RDC. Leurs réflexions portent sur les « nouvelles stratégies pour accompagner les efforts du gouvernement et de l'église dans la consolidation de la paix » dans cette partie du pays, en proie à l'insécurité des groupes armés. Dans les différentes interventions, une unanimité s'est dégagée sur « l'unité et la cohésion des jeunes chrétiens et musulmans congolais ». Il est temps que, les atrocités ainsi que les guerres meurtrières dans l'Est de la RDC cessent a renchérit pour sa part, le délégué de la jeunesse de l'Eglise du Christ au Congo. « Ce que nous allons faire c'est d'abord organiser des formations en leadership transformateur pour consolider cette unité nationale et de deux nous allons créer des branches multidimensionnelles pour intégrer ces jeunes-là dans des formations différentes pour le changement des mentalités ».

Sud-Kivu : l'ONAPAC s'apprête à exporter 20 tonnes de café robusta au Liban. Cette exportation intervient une année après l'inauguration de son usine de traitement du café sur place, a précisé le 28 octobre le directeur provincial de l'Office national des produits agricoles du Congo Sud-Kivu. « Nous avons au moins six mille tonnes de café que nous produisons chaque année au Sud Kivu ».

Lubero : hausse des prix des produits alimentaires à Batangi, dans le sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu). Un sac de 110 kg du riz, par exemple, qui coûtait 40 USD commençait à s'acheter au moins à 65, voire 70 USD actuellement dans des marchés. D'après la société civile locale, cette hausse des prix est justifiée par la carence des produits agricoles sur le marché, étant donné que les agriculteurs n'ont plus accès à leurs champs se trouvant dans la zone agricole de Ndwali. Depuis les opérations de traque des Maï-Maï dans cette zone, seuls les gardes du parc s'y trouvent, refusant l'accès aux agriculteurs. Aucune réaction de l'ICCN n'a été enregistrée, à ce sujet.

Report de l'élection des gouverneurs dans les 13 provinces « à problème ». Dans sa correspondance datée du 27 octobre, le vice-Premier ministre de l'Intérieur justifie ce réaménagement par certaines contraintes administratives évidentes. Initialement annoncée pour le 3 décembre, ces élections seront organisées au début du mois de janvier 2022.

Mbandaka : 3 millions de personnes attendues pour la vaccination préventive contre la fièvre jaune. « Ils avaient des hésitations effectivement. Mais aujourd'hui il y a quand même une adhésion. Il y a engouement, puisque les sites qui n'avaient pas vacciné plus de cinquante personnes, aujourd'hui ils sont dans les deux cents, trois cents personnes vaccinées ». Une carte jaunâtre est remise à chaque personne vaccinée.

Sud-Kivu : l'arrêté du gouverneur suspendant les activités minières de 6 sociétés à Mwenga n'est pas appliqué. L'ONG Dynamique communautaire pour la cohésion sociale et le développement qualifie cette situation de rébellion ouverte à l'encontre de l'autorité provinciale. Ce qui peut raviver des tensions latentes et mettre en mal la cohésion sociale dans le territoire de Mwenga. C'est ainsi que cette structure demande au gouverneur du Sud-Kivu de prendre des mesures idoines pour faire respecter son arrêté. Pour le gouverneur Ngwabidge, ces accusations sont non fondées.

Beni : les alertes sécuritaires à travers les réseaux sociaux profitent à l'ennemi. Le porte-parole des opérations Sokola 1, a indiqué que l'armée a constaté que la population ainsi que les acteurs de la société civile préfèrent les réseaux sociaux pour les alertes sécuritaires, oubliant que les ennemis aussi les utilisent. L'armée demande ainsi que les alertes soient faites aux commandements les plus proches de la population afin que les mesures sécuritaires soient prises discrètement.

Haut-Uele : certains acteurs de la société civile de Watsa vivent en clandestinité. La coordination nationale de la Nouvelle société civile du Congo (NSCC) rapporte que 5 acteurs de la société civile du territoire de Watsa vivent en clandestinité depuis une semaine. Ils sont recherchés par la police au motif qu'ils auraient soutenu les manifestations pacifiques et la ville morte décrétée par la population locale en détresse. Cette dernière avait protesté contre la démolition des maisons de certains habitants au quartier Medge sans préavis. Le ministre provincial de l'Intérieur et sécurité, déclare que les manifestations qu'elles avaient organisées l'ont été en violation de la loi.

Sud-Kivu : les agents administratifs de l'ordre judiciaire suspendent la grève déclenchée depuis septembre. D'après le président de la délégation syndicale de fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire du Sud-Kivu, cette

décision est consécutive au protocole d'accord signé à Kinshasa entre le syndicat de ces agents et le gouvernement. « On s'est rencontré avec nos employeurs et toutes nos revendications ont trouvé une réponse favorable à 90 %. C'est ainsi que la base a décidé qu'on reprenne le travail normalement le 1er novembre.

Nord-Kivu : 1 370 familles se déplacent de Beni à Butembo. Ces déplacés sont généralement venus de différentes entités du territoire de Beni, en proie à l'activisme des rebelles de l'ADF. Il n'existe aucun site d'accueil pour ces personnes vulnérables dans la ville. La plupart sont hébergés dans des familles d'accueil, éparpillés dans les différentes communes de la ville. Ces vulnérables ne vivent que de l'assistance des individus de bonne volonté. C'est ainsi que le rapporteur de leur comité, appelle à l'intervention du gouvernement et ses partenaires humanitaires :

Ituri : 1800 enfants déplacés ne vont pas à l'école à cause de l'insécurité. Ces enfants ont fui avec leurs parents, les atrocités occasionnées par des groupes armés dont la Codeco dans le secteur de Banyali Kilo. Il y a deux mois, les combattants de la Codeco ont attaqué les localités de Kobu et Lisey dans le territoire de Djugu. Plus de trente écoles dont 28 du primaire ainsi que des maisons d'habitations ont été incendiées et certains civils tués.

Vendredi 29 octobre.

Le dépassement budgétaire est une faute de gestion, estime l'ODEP. « Les charges de l'Etat sont déterminées dans le budget de l'Etat ou la loi des Finances. Dans cette loi, chaque service présente ses besoins annuels au cours des conférences budgétaires organisées par le ministère du Budget. Au cours de l'année, nous constatons que dans l'exécution, certains services ont déjà dépassé tout ce qu'on leur a accordé comme budget, voté par le Parlement. Le dépassement budgétaire sont des fautes de gestion » a argumenté l'Observatoire de la dépense publique. De son côté, un député provincial de l'UDPS estime « que le dépassement budgétaire ne peut être qualifié de détournement ou d'acte de mauvaise gestion. Il s'explique par des besoins urgents comme la sécurité, la diplomatie et aussi la nécessité de créer des structures spécialisées pour permettre au chef de l'Etat d'accomplir les tâches constitutionnelles qui sont les siennes ».

Le pont Kasai réhabilité, la connexion Kinshasa- ex-Katanga rétablie. Pour finaliser ce pont et le mettre à la disposition du public, 670 000 USD ont été débloqués. Construit depuis l'époque coloniale, le pont Kasai s'était effondré en octobre de l'année dernière, suite au non-respect du tonnage. Et ce pont peut supporter la charge de 25 tonnes.

Sous-traitance en RDC : une commission parlementaire instituée pour identifier toutes formes des violations de la loi. L'objectif est d'identifier toutes les violations de la loi portant exercice de la sous-traitance en RDC par les investisseurs étrangers. Satisfait des réponses du ministre, l'auteur de la question orale, a recommandé au gouvernement de tout mettre en œuvre pour atténuer la misère des Congolais accentuée par certains investisseurs étrangers établis en RDC et a insisté sur l'application stricte de la loi qui interdit la sous-traitance aux investisseurs étrangers.

Kinshasa : le CLCC et les forces sociales et politique dénoncent « l'usurpation des droits » des congolais, par l'Union sacrée de la nation. « Le peuple congolais ne peut rester indifférent, face à la situation politique actuelle. Il est clair que, la scolarité des enfants, et la prise en charge des enseignants, la persistance des tueries et massacres à l'Est, la problématique de la suppression totale du RAM et tant d'autres questions qui constituent les aspirations et les attentes des Congolais, sont le cadet des soucis du pouvoir. Point n'est besoin de rappeler en ce lieu que les valeurs éthiques, sous entendent, le respect des règles des jeux établies, a l'espèce nos lois », interpelle le président national du Comité laïc de coordination du Congo, Il déplore que, la dictature s'installe peu à peu dans le pays.

Lomami : la population conscientisée à développer leurs villages. Les participants au colloque interdisciplinaire ouvert le 28 octobre à Ngandajika, dans la province de Lomami, se disent désormais conscients de l'importance de rester au village afin de participer à son développement. "Le Village et l'avenir de l'Afrique Noire", c'est le thème de ce colloque interdisciplinaire. C'est pour célébrer ses 15 ans d'existence du Projet Ditunga, une Association de développement. D'après Samy Ntumba, coordonnateur du projet, ce colloque a pour but de « définir les voies et moyens de réhabilitation et de promotion du village africain comme espace d'opportunités et de créativité pour un avenir ».

Impossible de reprendre les cours sans consensus sur les revendications des enseignants (Jean-Bosco Puna) « Le gouvernement souhaiterait que les activités reprennent au moment où nous sommes en discussions. C'est une démarche très difficile, dans la mesure où le gouvernement ne tient pas toujours ses promesses », a fait remarquer le secrétaire général de la Synergie des enseignants de la RDC. Il estime que la commission paritaire devrait permettre de trouver une grille barémique qui permettra que le gouvernement s'engage à trouver un terrain d'attente sur les revendications restées pendantes. Pour sa part, le gouvernement estime que tous les préalables posés par les enseignants ont été

réalisés. Le ministre de l'Enseignement appelle les enseignants à rassurer le gouvernement que les enseignements sont effectifs dans tous les établissements de la République, afin d'engager ce dialogue pour un atterrissage en douceur.

La Monusco est d'un grand apport pour la réunification de la RDC, selon Bintou Keita. A l'occasion du 76e anniversaire de la création de l'ONU, elle a déploré que les informations sur les actions positives que fait la Monusco ne circulent pas, mais uniquement les mauvaises. « Mais, rappelez-vous que, il y a 20 ans et un peu plus, le pays était divisé, le pays était en guerre un peu partout. Les Nations unies ont contribué à ce que, aujourd'hui à Kinshasa vous ne soyez pas dans cette situation ». La cheffe de la Monusco a échangé avec 250 élèves et étudiants de Kinshasa autour de l'histoire de l'organisation mondiale, de la mission des Nations Unies en RDC ainsi que, du rôle de l'ensemble des agences de l'ONU dans ce pays. Un échange qui s'est déroulé loin des formalités protocolaires dans une ambiance bon enfant.

Il faudrait établir une vraie stabilité dans l'espace Kasai (David McLachlan-Karr), après les violences qui ont secoué cet espace. Quelques mois après le départ de la Monusco de la région, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU et Coordonnateur humanitaire en RDC, explique que le souci est de voir comment mettre en marche le plan NEXUS avec les agences et d'autres partenaires dans ses trois volets. Il s'agit : « Premièrement, des projets pour aider les communautés par rapport aux activités agricoles avec la livraison des semences et outils.. Le deuxième axe c'est la réintégration communautaire de la stabilisation, surtout pour les populations déplacées. Troisièmement, c'est la bonne gouvernance : renforcer les capacités étatiques pour la gestion des ressources naturelles et l'administration publique », Le quatrième axe est d'avoir un projet de renforcement des services de base, des projets conjoints pour l'éducation et la santé.

Nord-Kivu : une accalmie signalée dans la zone de Pinga après des accrochages entre des combattants armés. C'était dans les villages de Mukaka et Kailenge situés environ à 4 km de Pinga, dans le groupement Ihana. Selon la société civile, de Pinga, les hommes de Bwira, en provenance de Mutongo, seraient tombés dans une embuscade tendue par ceux de Guidon. Des échanges de tirs d'environ une heure et demie, qui s'en sont suivis, créant une grosse paniqué au sein des habitants des villages Katanga, Kailenge et Mukaka, qui ont fui vers Nkasa, Bushimoo et les autres vers l'hôpital de référence de Pinga. Pendant ce temps, certaines sources officielles à Pinga indiquent que, les éléments Fardc déployés dans la zone mènent des patrouilles dans les villages Mukaka et Kailenge pour rassurer la population.

Christophe Bigot en visite dans l'Est de la RDC pour évaluer la situation sécuritaire. « J'ai pu moi-même me rendre compte puisque je suis allé le mercredi 27 octobre, à Beni. Je trouve que c'est important que la communauté internationale puisse avoir un regard très attentif à ce qui se passe ici dans l'Est de la RDC. Chaque jour apporte son lot d'attaques, de massacres, qui dépasse d'ailleurs maintenant la RDC. Donc c'est essentiel de pouvoir mieux le comprendre pour pouvoir y répondre de la manière la plus appropriée », a expliqué, le directeur d'Afrique et de l'océan Indien au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères. Il a expliqué aux médias que, sa tournée vise, entre autres, à évaluer la situation sécuritaire, l'appui de la France à la RD Congo sur, notamment, le plan « culturel et du développement ». Il a par ailleurs insisté sur les interventions de son pays, comme membre du conseil de sécurité des Nations Unies, sur le plan de la restauration de la paix dans l'Est du Congo.

Kinshasa : l'APLC demande à garantir l'indépendance des juges et la liberté d'expression des journalistes. Le coordonnateur de l'APLC, propose l'impartialité de la justice principalement les magistrats. « L'indépendance des juges est une condition préalable à l'équité des procès. Il faut donc garantir aux juges une indépendance réelle, pour éviter toute influence politique induit sur les tribunaux pouvant donner lieu à des jugements piégés et corrompus qui servent des intérêts autres que l'intérêt public » La liberté d'expression reconnue aux médias. « L'APLC propose notamment de garantir la liberté d'expression. Car le public doit être informé de ce qui se passe au sein des institutions, mais également en dehors des institutions. Il est essentiel de garantir la liberté d'expression des journalistes qui cherchent à faire la lumière sur des faits de corruption. Car le public a un droit de recevoir les informations sur le soupçon de corruption, impliquant des personnalités publiques y compris, politiques »

La Trust Merchant Bank étend ses activités dans le domaine des assurances. Le directeur général adjoint, a présenté les huit produits distribués dans ce nouveau secteur, en partenariat avec la société Afrissur. L'activité développée par TMB avec Afrissur offre aussi quelques avantages aux consommateurs, notamment la réduction des risques lors de l'obtention d'un crédit par exemple. L'assurance prend aussi en charge l'éducation des enfants en cas de décès d'un parent par exemple, et l'organisation des funérailles.

Felix Tshisekedi à Rome pour participer au sommet de G20. Les 30 et 31 octobre au Pallazgio Del Congresso de Rome, les dirigeants des pays les plus industrialisés plus l'union européenne vont échanger sur la nécessité de relancer les économies mondiales durement affectées par la pandémie de Covid-19. Les travaux seront organisés en trois sessions thématiques à savoir: l'économie et la santé mondiale, le changement climatique et l'environnement ainsi que le

développement durable. Le sommet de Rome devrait aboutir à des solutions en termes d'aide aux pays en voie de développement avec notamment un allègement des dettes publiques. Au nom de l'Union Africaine, le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo va plaider pour un accès équitable du vaccin aux pays en retard de développement.

Samedi 30 novembre.

Cardinal Ambongo après investiture de Denis Kadima : « Nous avons dit au Président Tshisekedi que ce n'était pas un bon choix ». Pour l'archevêque de Kinshasa, la position de l'église catholique est restée inchangée : « Notre position est claire, notre avis est contre le choix de celui qui a été investi par l'Assemblée nationale et confirmé par le Président de la République. Nous, l'église catholique et l'église protestante qui constituons 90% de la population de la RDC, nous avons dit au Président Félix Tshisekedi que ce n'était pas un bon choix ». « Je suis venu, en tant qu'archevêque de Kinshasa, échanger avec le Président Sassou par rapport aux questions sociopolitiques telles que ça se passe chez nous. Je peux vous rassurer qu'il a donné son sage avis par rapport à ce que nous sommes en train de vivre, j'espère que ça pourra beaucoup nous aider dans le sens de la recherche de vivre ensemble, la consolidation de la paix sociale. C'est aussi l'occasion pour moi d'échanger avec le Chef d'État sur la situation de l'Église que ce soit du côté de Congo Kinshasa et de ce côté ici, ça fait partie de ma responsabilité, d'échanger pour voir dans quelle mesure nous pouvons collaborer ensemble pour le grand bien de notre peuple », a ajouté le cardinal Ambongo.

Beni : la DGRNK annonce le recouvrement forcé des taxes et impôts dès le 1er novembre. La Direction Générale des Recettes du Nord-Kivu (DGRNK) à Beni annonce : « Il s'agit pour cette campagne de l'impôt sur le véhicule, entendez par là vignette, la taxe spéciale de circulation routière, le certificat de contrôle technique, mais également l'attestation tenant [lieu] de permis de conduire. Et donc, pendant le contrôle, il sera question que les usagers de la route puissent présenter les preuves de paiement de tous ces documents, ce qui leur évitera le désagrément du recouvrement forcé ». Cette campagne fiscale touche également à l'impôt foncier, l'impôt sur le revenu locatif et autres taxes à caractère annuel.

Beni : vingt-quatre bombes et autres engins explosifs détruits. Il s'agit d'engins explosifs récupérés des mains des groupes armés actifs dans la région, dont les ADF, lors des différentes actions militaires menées par l'armée.

Punia : un élu provincial déplore la multiplicité des taxes, les tracasseries et l'impraticabilité de la route Punia-Kasese. Face à la presse, le député a déclaré avoir fait ce constat lors de ses vacances parlementaires à Punia entre mi-septembre jusqu'en octobre. Il s'est dit aussi consterné face au délabrement de la route Punia-Kasese, alors que le territoire de Punia contribue aux recettes du trésor public : « L'état des routes Punia-Kasese, long de 125 kilomètres est dans un état très piteux. A part les pieds, il n'y a pas un autre moyen qui peut faciliter le transport jusqu'à ce lieu où nous avons une qui produit beaucoup plus mais elle est abandonnée à son propre triste sort.

Goma : la police appelle les femmes à « intégrer massivement la police pour briser certains préjugés ». La commissaire principale commandant second de l'escadron protection de l'enfant et prévention des violences sexuelles à Goma appelle les femmes à « intégrer massivement la police nationale congolaise ». Elle affirme également que, servir au sein de la police nationale n'empêche pas une femme d'accomplir ses devoirs au foyer. Pour elle, l'enrôlement massif de femmes dans la police va permettre de briser certains préjugés sur les femmes policières.

Bukavu : 25 ans après l'assassinat de Monseigneur Munzihirwa, les souvenirs sont encore vifs. Ce prélat catholique avait été abattu lors de la prise de Bukavu par les combattants de l'Alliance des forces démocratiques de libération (AFDL), le 29 octobre 1996. « Dans sa voiture, accompagné de son chauffeur et un gendarme de garde, il avait tenté d'aller aider les sœurs religieuses qui étaient en insécurité. Arrivé sur la place dite Nyawera, en plein cœur de Bukavu, il est stoppé par un groupe de combattants. S'en est suivie une longue discussion. Christophe Munzihirwa est obligé [par les combattants] de se placer juste à côté d'un poteau électrique. Les militaires [AFDL] abattent d'abord le chauffeur puis le gendarme de garde de l'évêque », explique le témoin. « C'est au-delà de 18h30, après longue discussion, que Christophe Munzihirwa sera abattu à son tour sur le poteau. Il a fallu attendre le lendemain, à la mi-journée pour que le corps de l'évêque soit retiré par les pères Xavériens, alertés par un passant », poursuit-il dans son témoignage.

Persistance de l'insécurité sur l'axe Kalemie-Nyunzu : un autre chef coutumier meurt décapité. Il s'agit du chef Kayamba Lumwanga de la localité qui porte son nom, dans le secteur Nord-Lukuga en territoire de Nyunzu. La population attribue le crime aux Mai-Mai "Hapa na pale". Sa mort intervient dans une région où l'armée nationale mène depuis le 24 septembre dernier, des opérations militaires contre les groupes armés. Deux officiers et des hommes de troupe sont tombés sur les champs de bataille, depuis le début de ces opérations, selon des sources proches de l'armée.

Nord-Kivu : reddition de 110 combattants de l'Alliance des Patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS). Cette reddition est une des conséquences de la « pression militaire », exercée sur différents groupes armés locaux encore actifs dans le territoire de Masisi. Cette pression s'inscrit dans le cadre, de l'opération « Masisi sans groupes armés » lancée, depuis quelques semaines dans le cadre de l'Etat de Siège. Les 110 combattants du groupe APCLS qui ont fait reddition, sont cantonnés dans le camp des rendus de Mubambiro, depuis le 29 octobre.

Bunia : les Fardc attaquées à Yagu par la Codeco. Des combats ont opposé ce 30 octobre dans la matinée, les Fardc aux miliciens de la Codeco à Yagu, une petite localité située à environ 10 kms de Nyoka dans le Panduru en territoire de Mahagi, dans la province de l'Ituri. Ces rebelles seraient venus de Budjo dans le groupement Djugba. Leur objectif était de se ravitailler en armes et munitions, indiquent ces sources. Après trente minutes de combats, ces assaillants ont mis le feu au campement des Fardc. Plusieurs familles ont vidé la localité de Yagu pour se mettre à l'abri à Rimba et Nyoka.

Etat de siège: une ong locale demande des procès publics pour les présumés ADF et leurs collaborateurs au Nord Kivu et en Ituri. Le coordonnateur du forum de paix de Beni estime que les exploits du service des renseignements militaires qui s'expriment par l'arrestation de ces présumés combattants et leurs complices, doivent être soutenu par des actions judiciaires. Ces procès publics doivent se tenir au lieu où, les personnes accusées ont commis leurs forfaits.

Election du gouverneur de la Tshopo : la Ceni déplore la campagne électorale précoce. Avant même que la liste provisoire des candidats retenus par la Ceni ne soit publiée, l'ambiance de la ville prend les allures d'une campagne électorale. Lors de son passage dernièrement au bureau de la Ceni, le gouverneur de province intérimaire, avait pourtant recommandé aux candidats de respecter le code de bonne conduite de la Ceni.

L'intersyndicale des enseignants de l'EPST suspend la grève. Cette annonce a été faite depuis Kisantu, dans le Kongo-Central, où se poursuivent les travaux de la Commission paritaire Gouvernement - syndicats de l'EPST. Pour sa part, la Synergie des syndicats des enseignants de la RDC, qui prend part à ces travaux, parle d'une impasse au sein des délégations syndicales, parce que "le gouvernement fait suspendre cette grève par ceux qui ne l'ont pas décrétée".

Dimanche 31 octobre.

Sankuru : le gouverneur Mukumadi destitué. Le président de l'organe délibérant du Sankuru, affirme que quelques griefs ont été portés à charge du gouverneur. Il évoque le détournement des deniers publics, "l'incompétence notoire" et le sabotage du programme de 100 jours du Chef de l'Etat, à travers la non-distribution dans un temps record, de plus de 10 tonnes de médicaments, destinés à la province du Sankuru. Il y a une semaine, plus de 10 tonnes de médicaments périmés dans un dépôt avaient été incinérés à Lodja par les services compétents, pour n'avoir pas été distribués.

Kongo-Central : Sama Lukonde lance les travaux de « développement à la base ». Ces travaux concernent les routes de desserte agricole, écoles, centre de santé, mini-réseau de desserte en eau... «Monsieur le Président de la République a dit que ce développement doit commencer à la base, c'est-à-dire, au niveau des territoires », a déclaré le premier ministre lors de son adresse à la population locale. Selon une dépêche de la Primature, il devrait aussi lancer les travaux de construction d'un réseau d'approvisionnement d'eau pouvant desservir plus de 4000 familles. Pour ce qui est des routes, le Programme de développement à la base des 145 territoires prévoit pour le territoire de Songololo, la réhabilitation et l'entretien de l'axe Congo dia Kati-Lovo, une route de desserte agricole, longue de 52 km.

Sommet du G20 : série des rencontres bilatérales pour Félix Tshisekedi. Il a eu avec son homologue américain, Joe Biden, « un long entretien dans les coulisses de Rome Convention Centre la Nuvola ». Avec le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, Félix Tshisekedi, a passé en revue plusieurs dossiers de l'heure. Il s'agit notamment de la gestion de la pandémie de COVID-19, l'approvisionnement en vaccins et la capacité de production pour les pays africains ainsi que la question de paix en Afrique. « Dans un tête-à-tête avec le Premier ministre italien, il a fait part à son des résultats de premières investigations sur l'assassinat en terre congolaise de l'ambassadeur italien Luca Atanasio », et les deux personnalités ont aussi évoqué la possibilité des investissements italiens en RDC. Rome et Kinshasa souhaitent relancer la coopération économique jadis prospère entre les deux parties.

Des habitants de Bunia demandent à la justice militaire d'endiguer l'impunité. Lors de cette séance interactive avec les autorités militaires, les représentants de différentes couches de la population sont revenus sur plusieurs infractions considérées comme impunies par la justice. Il s'agit par exemple du cas des violences sexuelles ou de certains crimes graves commis en Ituri et dont les auteurs, en majorité des militaires, ne sont pas inquiétés. Selon l'ONG Forum des mamans de l'Ituri (FOMI), la justice militaire accepte difficilement de traiter certains dossiers liés aux crimes graves. Cette allégation a été rejetée par l'auditeur supérieur militaire, affirmant que personne n'est au-dessus de la loi. Le directeur de la Radio Canal Révélation, indique que l'objectif de cette activité était de rapprocher les justiciables de la justice afin de leur permettre de connaître leurs droits.

Sud-Kivu : les personnes de 3e âge vivent dans une situation très difficile. a indiqué le secrétaire exécutif de l'ONG Sauti ya Wazee (SAWA), le 30 octobre à Bukavu lors d'une cérémonie de clôture du mois d'octobre dédié à cette catégorie de personnes. A cette occasion, plus d'une cinquantaine de personnes de 3e âge, femmes et hommes, ont été réunies par cette plateforme locale engagée dans la protection de personnes de 3e âge. La commissaire au genre, famille, affaires sociales et relation avec les partenaires du gouvernement provincial, Beatrice Kindja Mwendanga, présente à la rencontre, a remis à cette ONG une dizaine des sacs de riz et quelques cartons de savon en guise d'appui.

Election de gouverneur au Maniema : aucune candidature enregistrée à quelques heures de la fermeture du BRTC. Le bureau de réception et traitement des candidatures (BRTC), ouvert à Kindu pour l'élection du gouverneur et vice-gouverneur du Maniema, va fermer ses portes ce dimanche 31 octobre. Cependant, jusque samedi 30 octobre, aucune candidature n'a été déposée alors que 12 formulaires ont été retirés par des potentiels candidats. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni espère attendre jusqu'à 16 heures de ce 31 octobre pour voir si il y aura des dépôts de candidature.

Sud-Ubangui: la ville de Gemena célèbre son centenaire. C'est dans ce cadre qu'une conférence-débat a été organisée le 29 octobre dans cette ville. La création de Gemena, d'abord comme simple cité, est consacrée par la signature de l'acte de cession des terres entre deux chefs coutumiers, Ngemelina et Ndowa, et l'administrateur colonial, révèle l'orateur de la conférence. La création de la ville de Gemena, remonte donc à l'époque coloniale, précisément en 1921, année où ont eu lieu les tractations ayant abouti à la délocalisation de l'ancien poste administratif colonial de Kalo, village dirigé par le chef Ndawo, vers le nouveau site appelé Gemena. L'évènement à l'origine de cette délocalisation, est la mort d'une européenne qui aurait été foudroyée à la suite « des pratiques fétichistes » des autochtones en colère. On aurait raconté à ces villageois que les blancs les chasseraient de leur terroir, riche en minerais, en vue de les exploiter. Voilà pourquoi, ils s'en seraient pris à cette européenne. Ce coup réussi des habitants de Kalo a poussé l'administration coloniale à aller négocier l'acquisition d'un nouveau site, entre les rivières Mombonga, côté Bokonzo et Labo, côté Bokuda, auprès du chef « Ngemelina », d'où est venu le nom de « Gemena ». La simple bourgade Gemena a, par la suite, évolué jusqu'à devenir un vaste centre socioéconomique. Aujourd'hui, c'est devenu le chef-lieu de la province du Sud Ubangi, depuis le découpage de la RDC en 26 provinces, en 2015.

Maniema : l'inspection de l'EPST qualifie de "médiocre" l'année scolaire 2020-2021. "L'année était médiocre, les inspecteurs ont produit très peu, certains se sont permis de produire des rapports dans leurs chambres, dans les bureaux... Et, en faisant des suivis, on a remarqué qu'ils n'étaient même pas sur terrain. Il y a eu des antivaleurs, par exemple, des cas d'inspecteurs qui se cachent ici, qui ne sont pas dans leur lieu d'affectation " Ces antivaleurs ont eu des conséquences sur la qualité de l'enseignement et aussi sur les résultats des élèves qui ont été également médiocres.

Lomami : Ngandajika, cité aux multiples potentialités agricoles. La cité de Ngandajika a abrité du 27 au 30 octobre le colloque interdisciplinaire dénommé « Le village et l'avenir de l'Afrique noire ». Ngandajika, hôte de ce colloque, offre beaucoup d'opportunités dans le secteur agricole. Son climat favorable lui confère sa vocation agricole. C'est un climat tropical avec deux saisons. La saison pluvieuse est la longue et s'étale sur 9 mois, tandis que la saison sèche ne prend que 3 mois. Cité rurale de la province de Lomami, Ngandajika produit de grandes quantités de maïs, à travers l'Institut National d'Etudes et des Recherches Agronomiques (INERA). Son sol, peu argileux, lui permet de produire aussi le Nyebe, le manioc, ainsi que l'arachide. Etant au centre de la province de Lomami, Ngandajika s'approvisionne en produits manufacturés à partir de Mbuji-Mayi, de Lubumbashi et de Kinshasa. Son sous-sol offre aussi des potentialités. Il renferme des minerais comme le diamant, le cuivre et l'or qui ne sont pas encore exploités. Elle a plusieurs grandes écoles d'enseignement primaire et secondaire.

Beni : 10 000 ménages des déplacés identifiés à Kasindi-Lubirihya. Ces déplacés dont la plupart viennent de Bulongo et Kalembo fuient les attaques des combattants ADF. 1319 nouveaux ménages ont été identifiés ces dernières semaines. Ceux-ci s'ajoutent à plus de 8 500 autres ménages de déplacés déjà enregistrés il y a quelques mois.

Bilan de 2 ans des opérations de grande envergure contre les ADF : les avis divergent. Pour l'ONG Centre d'Etude pour la promotion de la Paix, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CEPADHO), même si beaucoup d'efforts ont été faits, à ce jour les ADF restent invincibles. Côté des Fardc, on parle de la conquête de plusieurs bastions des ADF depuis le lancement de ces opérations militaires. Ces dernières semaines, les ADF ont multiplié des attaques contre les civils dans la région de Beni.

"Les minerais de cassitérite produits au Maniema peuvent contribuer au développement du Pays", Feruzi Kizala Selon le porte-parole des coopératives minières du Maniema, un mois après la reprise officielle de la libre circulation des minerais entre les provinces du Maniema, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, l'impact économique est maintenant visible, à la fois pour l'Etat congolais et les opérateurs miniers des trois provinces : « avec la libre circulation des

minerais, les minerais qu'on achetait entre 7 à 8 USD/le kilo à Kalima, il y a 3 à 4 mois, aujourd'hui se vend entre 16 à 19 USD/le kilo ici à Goma ». Les membres des coopératives minières du Maniema sont satisfaits du plaidoyer mené par leurs élus et la décision prise par le gouvernement pour rétablir la libre circulation des minerais entre leur province et celles du Kivu.

Sud-Kivu: 2 combattants Raia mutomboki du groupe Mabala neutralisés par l'armée. Les Fardc ont neutralisé samedi 30 octobre dans le territoire de Shabunda, deux combattants Raia mutomboki du groupe Mabala, au cours d'intenses combats dans la forêt sur la route Kimbili. La société civile de Bamuguba-sud encourage les FARDC du bataillon en place pour leur proactivité dans la traque contre les Raia Mutomboki.

Kinshasa: les finalistes de l'Académie des Beaux-arts exposent leurs œuvres. "Riposte", c'est le thème d'une exposition d'œuvres d'art qui s'est tenue du 29 octobre au 30 novembre dans la salle d'exposition de l'Académie des Beaux-arts à Kinshasa. Cette expo multidisciplinaire présente les travaux de fin d'études académiques 2020-2021 des étudiants finalistes et certains débutants des nouveaux départements. Les étudiants qui exposent évoluent dans divers domaines, notamment architecture d'intérieur, communication visuelle, peinture, photographie, design, céramique, sculpture, métal et conservation et restauration des œuvres d'art.

Suspension de la grève : les enseignants du Nord Kivu rejettent la décision de leurs délégués à Kisantu. Deux jours après la reprise des travaux de la commission paritaire gouvernement et banc syndical des enseignants, les délégués des enseignants à ces assises ont lancé, vendredi 29 octobre, un appel à la reprise des cours dès ce lundi dans les écoles publiques. Mais les autres membres de l'intersyndicale des enseignants restés en province (Nord-Kivu) disent ne pas être convaincus et appellent à une autre assemblée générale à Goma, ce lundi. Depuis le 27 octobre dernier, ces négociations entre le banc syndical des enseignants et le gouvernement sont en cours.

Bunia : arrivée du chef d'état-major général des Fardc. Il visite cette province sous état de siège dans un contexte particulier, où les groupes armés multiplient les attaques contre les positions de l'armée.

Les Le G20 prévoit de reverser 100 milliards de dollars de fonds du FMI aux pays vulnérables. Les pays du G20, qui ne s'étaient jusqu'ici jamais accordés sur un montant à reverser aux pays en développement, emboîtent ainsi le pas aux dirigeants du G7, qui s'étaient déjà fixé comme objectif la somme de 100 milliards de dollars à redistribuer notamment au continent africain. Les droits de tirage spéciaux (DTS) sont répartis en fonction des quotes-parts de chaque pays au FMI. Donc en clair, le plus gros va aux pays les plus riches. Sur le papier, l'Afrique ne bénéficierait ainsi que de 34 milliards de dollars, d'où l'idée de certains pays développés de reverser leur part aux plus vulnérables. Le Canada distribuera aux pays en voie de développement 20% de ses droits de tirage spéciaux émis par le FMI pour accompagner la reprise économique post-Covid. Auparavant, la France s'était également engagée à "réorienter 20% de l'argent qu'elle reçoit du FMI vers le continent africain". "Si toutes les grandes puissances font comme la France, alors nous atteindrons" l'objectif de reverser 100 milliards de dollars à l'Afrique, avait-il déclaré en septembre. Un engagement similaire portant sur 20% de ses DTS a été pris par le Royaume-Uni, et le Japon a promis de reverser 4 milliards de dollars.

